

1 Description

1.1 Nom du bénéficiaire du contrat de subvention: Search for Common Ground

1.2 Nom et fonction de la personne de contact: Spès Manirakiza, Directrice Pays

1.3 Nom des partenaires de l'Action : Organisation des Femmes Actives de Côte d'Ivoire – OFACI; Club UA – Côte d'Ivoire

1.4 Intitulé de l'Action: «Appui Au Processus Démocratique en Côte d'Ivoire»

1.5 Numéro du contrat: DDH2006/117-719

1.6 Date de début et date de fin de la période de reporting: Du 1^{er} janvier 2007 au 30 juin 2009

1.7 Pays et région cible: Côte d'Ivoire: les régions de l'Ouest (Guiglo, Duekoue, Toulepleu, Bangolo, Danané, Man, Bin Houyé, Zouan Hounien), du Bas Sassandra (Sassandra, Soubré, Tabou), du Nord (Bouake, Korhogo), le Sud (Abidjan -Yopougon, Cocody) et Yamoussoukro.

1.8 Bénéficiaires finaux et groupes cibles :

- Les médias, en particulier les radios locales et la société civile
- Les jeunes (filles et garçons), en particulier les jeunes marginalisés et les étudiants d'université
- Les femmes, en particulier les femmes en milieu rural
- les 2 partenaires du projet, Club UA et OFACI
- les facilitateurs communautaires formés par le programme SFCG Côte d'Ivoire

2 Evaluation de la mise en œuvre des activités de l'Action

2.1 Activités et résultats

a) Evaluation de base pour établir les niveaux existants d'éducation civique et électorale

Etude de base EIDHR, 9-17 mars 2007 a été menée dans neuf localités sélectionnées parmi les communautés cibles des projets de SFCG

L'étude de base a permis de recueillir des informations sur les connaissances, les attitudes et les pratiques des populations en Côte d'Ivoire par rapport au processus démocratique, au processus électoral, à l'éducation civique, à la bonne gouvernance aussi bien qu'à la gestion et prévention des conflits. Les points-clés de cette étude ont permis à SFCG au cours du projet de mieux se situer par rapport à la conception, au développement et à la réalisation des initiatives de sensibilisation et de dialogue entre SFCG et ses partenaires. Les résultats ont également contribué aux efforts de SFCG en Côte d'Ivoire de mieux répondre aux besoins des populations en matière d'informations sur le processus démocratique, le processus électoral et d'éducation civique. Enfin, les leçons apprises grâce à cette recherche ont orienté les activités de SFCG dans la région. SFCG partage également ces leçons dans d'autres régions où elle travaille. Cette recherche a contribué aux efforts de suivi de SFCG pour évaluer l'effet de son programme de renforcement des capacités locales de promotion de la paix et la réconciliation en Côte d'Ivoire.

Comme outils de recherche, SFCG a eu recours à des groupes de discussions et des entretiens avec les personnes ressources. Comme cité ci-dessus, trois catégories de personnes ont été visées : des femmes d'âge adulte (de plus de 35 ans), des jeunes femmes (de 18 à 35 ans) et des jeunes hommes (de 18 à 35 ans). Les enquêteurs ont organisé ces groupes de discussion avec des représentants de chaque *catégorie*

de façon séparée. Dans chaque groupe de discussion, il y avait dix participants issus de groupes ethniques, niveau de scolarisation et appartenance politique différents. Dans certains cas spécifiques, les groupes de discussions ont dû être effectués séparément en fonction de l'identité ethnique en raison de la nature délicate de certaines questions. Etant donné que les enquêteurs voulaient s'assurer de l'exactitude des données collectées, avec la permission des personnes interviewées, tous les entretiens et discussions ont été enregistrés et ensuite retranscrits.

Au niveau de la requête des données, les enquêteurs se sont repartis en groupes de deux personnes par groupe. Chaque groupe comprenait un représentant de SFCG et un partenaire. Le travail sur le terrain était réalisé du 3 au 17 mars 2007. Les enquêteurs ont eu une formation avant de commencer l'enquête. Ils ont revu les objectifs du projet pendant la formation et ils ont appris les techniques d'enquête. Ils ont fait des tests d'interviews également pour s'assurer que tout le monde ait la même compréhension des questions. Pour les groupes de discussion et les interviews des personnes ressources, il y avait deux guides d'entretien qui avaient été testés auparavant et révisés pendant la formation.

Résultats

Grâce à cette recherche, SFCG et ses partenaires ont pu identifier des points clé qui ont guidé la mise en œuvre du projet :

La radio en tant qu'outil de communication : A travers cette enquête, on s'est rendu compte que les participants aux discussions écoutaient généralement la radio pour qu'ils soient au courant des actualités de leur région. Les participants ont dit qu'ils écoutaient au moins une radio par localité et ils ont dit que la radio ONUCI FM a une envergure nationale. Ils ont également parlé de plusieurs autres sources d'information, dont la télévision, les journaux, l'internet et de bouche à oreille. De façon générale, un grand nombre de personnes comptent sur la radio pour les tenir informés, Néanmoins, certains participants ont avoué que certaines radios de proximité avaient des fois la tendance à manipuler l'information.

Niveaux de connaissances sur l'éducation civique et le processus démocratique : Cette étude de base, de manière générale, a montré que le niveau de connaissance de la majorité des populations dans le pays du processus démocratique et électoral parmi les jeunes et les femmes (à l'exception des étudiants d'université) était très bas, en particulier dans les zones rurales où l'étude a été menée. En revanche, les trois catégories de participants, à savoir les jeunes garçons, les jeunes femmes et les personnes âgées avaient dit qu'ils voudraient être informés sur les différentes étapes de ces processus en Côte d'Ivoire. Un élément important que cette étude avait relevé et qui était un dénominateur commun était que ces groupes n'avaient pas l'impression d'être suffisamment informés sur les décisions prises par le gouvernement sur différents sujets. Par exemple, ils avaient voulu avoir des informations sur les négociations de paix entre le gouvernement et les *Forces Nouvelles* à Ouagadougou. L'enquête avait bien montré qu'ils voulaient être mieux informés de ce qui se passait dans leur pays.

Quant à leurs droits et responsabilités sur lesquels ils avaient été interrogés, les jeunes et les femmes en savaient plus sur leurs droits que leurs responsabilités. Dans chacune des localités où l'enquête était menée, l'étude avait montré qu'un nombre insuffisant de programmes de sensibilisation avaient été organisés pour que les populations aient un niveau assez élevé à l'exception de l'éducation civique scolaire (qui était incomplète).

Cette étude, avait démontré quelques différences entre les femmes, plus précisément les femmes âgées et les jeunes au niveau de leurs perceptions du processus électoral. Plusieurs femmes avaient dit qu'il fallait la paix d'abord dans le pays avant d'organiser des élections. Quant aux jeunes, de manière générale, ils croyaient que les élections étaient une préoccupation majeure et devraient être tenues aussi rapidement que possible. D'autres jeunes des communautés différentes prenaient les élections

comme une opportunité d'exprimer leur opinion et de choisir la personne qui devrait diriger le pays. Pour certains d'entre eux cela serait leur tout première fois de voter.

Liberté d'expression : Selon les interviewés, d'une manière générale, la liberté d'expression était restreinte autant dans les régions rurales qu'urbaines. Cependant, ils avaient dit qu'un certain degré de liberté d'expression existait entre les personnes partageant les mêmes intérêts. La preuve de cette liberté limitée était le fait que les enquêteurs de Bangolo avaient rencontré des difficultés à faire en sorte que les habitants d'autres groupes ethniques discutaient de leurs opinions sur différentes questions devant des participants.

Relations entre les groupes

En ce qui concerne les relations entre les groupes, les réponses aux questions variaient d'une localité à l'autre. Les participants de certaines localités ont dit qu'ils vivaient en harmonie. Dans d'autres, les participants ont cité les conflits fonciers, les conflits politiques et intergénérationnels. Dans la « Zone de Confiance » – la région entre les territoires qui était sous contrôle des *Forces Nouvelles* au nord et les zones gouvernementales au sud – les participants avaient parlé de l'insécurité. Par exemple des hommes armés arrêtaient généralement les véhicules et prenaient de l'argent et des marchandises des voyageurs et que les gens avaient les rumeurs qui circulaient sur l'identité des responsables. Dans la Zone de confiance, les participants n'étaient pas à l'aise pour parler franchement en présence de personnes d'autres groupes ethniques. D'après certains participants, les conflits fonciers étaient les conflits les plus récurrents sur l'étendue du territoire. Les participants avaient également signalé que le nombre et l'intensité des conflits fonciers variaient d'une communauté à l'autre.

Les besoins et les intérêts en information : Lorsque les participants étaient interrogés sur ce qu'ils voulaient savoir en matière d'informations, pendant les discussions, les points suivants étaient fréquemment soulevés par rapport à l'éducation civique et au processus démocratique:

- Un consensus général existait parmi les participants aux discussions de vouloir renforcer les programmes d'éducation civique.
- Les groupes de jeunes voudraient des formations en éducation civique et en processus démocratique transmis à travers des activités culturelles.
- Plusieurs participants aux groupes de discussion voulaient obtenir des informations sur le processus d'identification nationale en Côte d'Ivoire.
- Les participants voulaient avoir accès à la Constitution Ivoirienne et disposer plus largement d'informations et de documents officiels simplifiés.
- Les participants affirmaient aussi vouloir comprendre le fonctionnement de la Commission Indépendante Electorale et de l'Institut National de la Statistique.
- Les jeunes et les femmes voulaient participer au processus de prise de décision dans leurs communautés respectives, puisqu'ils en étaient normalement tenus à l'écart. Ils ont sorti ce sentiment d'aliénation pendant les discussions.
- La société civile (jeunes et femmes) voulait renforcer ses capacités par des formations qui leur permettraient d'être impliqués de manière crédible dans l'observation électorale.
- La plupart des personnes interrogées voulaient obtenir des informations plus claires sur chaque étape du dialogue direct qui avait eu lieu à Ouagadougou.
- D'une manière générale, pour encourager l'implication des femmes, en particulier celles des zones rurales il fallait leur apporter des informations qui répondaient à leurs préoccupations.

Sur base de ces résultats, des recommandations préliminaires avaient été adressées à l'équipe de SFCG, afin qu'elles soient prises en considération dans sa programmation sur l'éducation civique et la démocratie.

- Afin d'atteindre la majorité des participants, notamment les femmes en zones rurales, il était bien d'offrir des programmes en langues locales.

- Il était nécessaire de cibler les jeunes et les femmes en les trouvant là où ils étaient et à travers des activités qu'ils appréciaient (par exemple les associations de marché, le divertissement – surtout le football – dans les écoles et les familles). Selon les recommandations de certaines jeunes, la présence d'écoles locales devaient être utilisée davantage pour multiplier les effets. En transmettant des messages aux jeunes à l'école, ils pouvaient ensuite partager l'information avec leurs parents à la maison.
- Certains groupes de discussions avaient exprimé le besoin de renforcement des partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet.
- Etant donné la présence de radios dans les régions d'exécution des projets, SFCG et ses partenaires les avaient utilisées davantage comme outils dans le cadre de ces projets.
- Compte tenu de la rareté des programmes de sensibilisation dans la plupart des communautés, une stratégie globale d'éducation civique était développée par SFCG et ses deux partenaires afin d'obtenir les résultats escomptés en fin de projet.
- Une stratégie pour promouvoir la liberté d'expression grâce à des méthodes telles que la facilitation du dialogue et le recours aux jeunes et aux femmes dans les processus de prise de décision communautaires était développée.

Les préférences de communication

A travers les régions ciblées pour l'étude les points cités ci-dessous ont été soulevés par les participants pendant les discussions :-

- La plupart des femmes en zones rurales ont préféré recevoir les informations dans la langue locale.
- Les populations ciblées voulaient des programmes qui leur permettaient d'interagir avec les animateurs afin qu'elles puissent poser des questions de clarification qui expliquaient les processus démocratiques et électoraux.
- Dans des groupes de discussion, certains jeunes hommes avaient eu l'idée de simplifier la Constitution Ivoirienne et autres documents et messages du gouvernement ; et qu'une information simplifiée rendue accessible à la population était vraiment souhaitable.
- Dans certaines régions, la télévision n'était pas accessible (comme Danané et Bangolo).
- Les femmes (jeunes et âgées) avaient préféré que les associations féminines fassent la transmission de l'information.
- Plusieurs jeunes hommes avaient parlé d'événements de solidarité qui réunissaient les gens comme étant importants car ils permettaient de parler des problèmes brûlants de la communauté et de trouver des solutions de manière collective.
- Pendant les discussions de groupe à Korhogo ainsi qu'à Cocody à Abidjan, les jeunes avaient parlé d'utiliser des brochures, des posters et des bandes dessinées pour transmettre les messages. Les mêmes groupes de discussion à Korhogo et Cocody ont mentionné les griots, les chanteurs, les artistes et les mégaphones comme des instruments utiles de dissémination de l'information.

b) Action-recherche sur le processus d'identification en août et septembre 2007

Au sujet du processus d'identification qui a été réalisé en Côte d'Ivoire, SFCG a mené une recherche-action. Cette étude réalisée dans plusieurs communautés à travers le pays en août et septembre 2007 avait montré que les populations étaient prêtes à y participer. Les personnes interrogées étaient conscientes du processus d'identification, et qu'ils faisaient confiance aux institutions qui en étaient chargées. Les hommes et les personnes de plus de 35 ans étaient généralement plus conscients du processus que les femmes et les jeunes âgés de 18 à 34 ans. Ceux qui ont présenté l'examen d'entrée à l'école secondaire avaient eu un niveau de connaissance plus élevé.

La Recherche-action avait deux objectifs principaux:

- Mener une recherche pour apprécier le niveau de connaissance des individus sur le processus d'identification et savoir également s'ils étaient prêts à y participer.

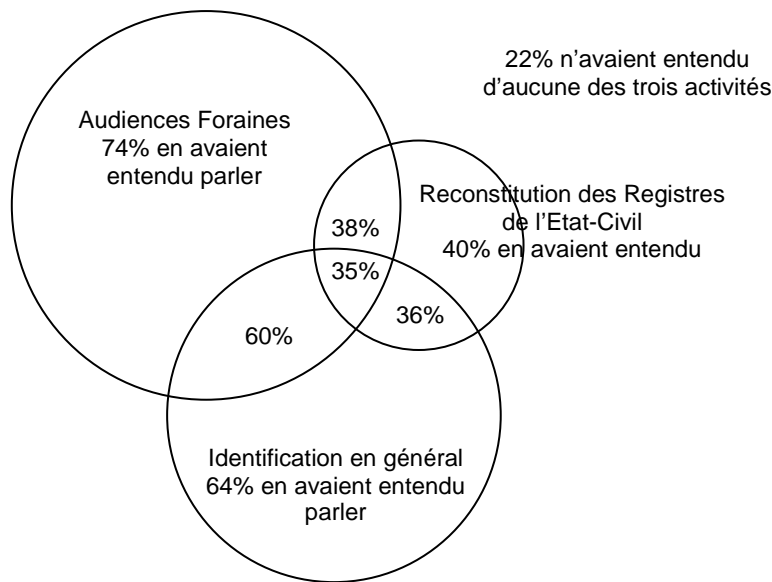
- Réaliser des entretiens avec des personnes clés afin de s’informer sur ce que les leaders d’opinion savaient du processus et de leurs réactions sur l’identification.

Résultats

Les points clé de cette recherche sur le processus d’identification étaient les suivants:

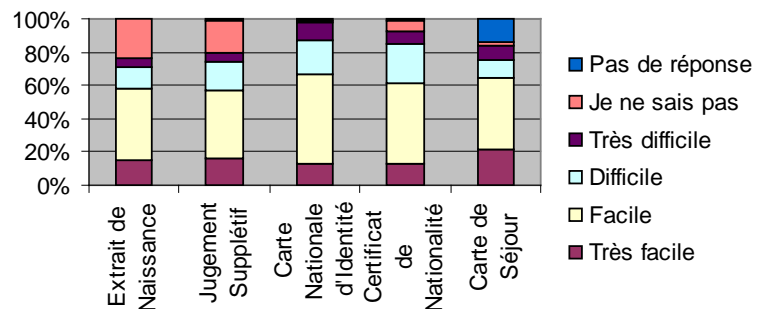
Les personnes interrogées étaient invitées à préciser si elles avaient entendu parler des Audiences Foraines, de la Reconstitution des Registres de l’Etat-Civil et du Processus d’Identification en général. Toutes les personnes ont dû répondre à cette question y compris celles ne possédant aucun papier. Le tableau 6 figurant ci-dessous illustre la proportion de personnes qui avaient une notion sur une, deux ou l’ensemble des activités d’identification.

Niveau de Connaissance des Activités d’Identification



Quant à l’obtention de documents d’identité le tableau ci-contre illustre les réponses données pour chacun des six (6) catégories retenues pour les besoins de l’étude. L’ensemble des documents (61%) était facile ou très facile à obtenir. Le document le plus facile à obtenir étant la Carte Nationale d’Identité et selon les deux-tiers des personnes interrogées, cela était facile (53%) ou très facile (13%). Le document le plus difficile à obtenir était le Jugement Supplétif bien que cela ne soit pas extrêmement difficile (57% avait déclaré cette obtention facile ou très facile). Un nombre important des personnes interrogées avait déclaré ignorer si l’Extrait ou le Jugement sont faciles ou difficiles à obtenir (24% et 19%), soit parce qu’ils les avaient déjà obtenus il y a longtemps ou parce que quelqu’un les a obtenus pour eux.

Tableau 6 - Facilité dans l’Obtention des Documents



Plusieurs questions étaient posées sur le processus d’Identification et ses objectifs. D’apes certains participants, les objectifs principaux sont l’obtention de documents administratifs divers (23%),

déterminer qui était Ivoirien et qui ne l'était pas (18%) et d'identifier la population en général (18%) pour établir des listes électorales (12%).

A peu près la moitié des personnes interviewées avait déclaré ne rien savoir du processus (47%). Ils ont par contre affirmé connaître les documents dont l'obtention s'effectue à travers le processus (18%) et les personnes concernées (13%) par le processus.

Les populations en Côte d'Ivoire étaient au courant, de manière générale, qu'il y aurait le processus d'identification et qu'elles étaient prêtes à participer aux audiences foraines et à la reconstitution des registres de l'Etat-Civil. Elles étaient prêtes à y participer mais elles avaient besoin d'informations beaucoup plus détaillées par exemple sur les étapes du processus. Avant le début du processus d'identification, certaines personnes voulaient avoir des informations sur les catégories de personnes qui devaient y participer, les lieux où elles devaient se rendre pour obtenir les documents, les documents qu'elles devaient fournir pour s'inscrire au processus et la somme à payer pour obtenir les documents. Ils ne semblaient pas vouloir accorder beaucoup de temps au processus (moins de trois jours en moyenne), attendre longtemps ou encore payer cher pour les documents.

c) Renforcer les capacités des radios locales en gestion des conflits

Formations en Gestion et prévention des conflits à Daloa le 28 janvier 2007

A l'attention des radios locales, du personnel de SFCG et de son partenaire OFACI, SFCG avait organisé en Janvier 2007, une formation en gestion et prévention des conflits à son bureau de Daloa afin de les équiper davantage des outils pour la transformation des conflits et contribuer à la cohésion sociale au sein des communautés cibles. L'objectif de cette formation était de permettre aux participants d'identifier, d'analyser et de comprendre les origines des conflits dans la société, développer leurs capacités à concilier les théories de la résolution pacifique des conflits avec les réalités de la vie sociale, politique et culturelle et de permettre aux participants de développer et de vulgariser une nouvelle culture de la paix dans leurs milieux respectifs.

Pendant cette formation, des kits de reportage complets avaient été octroyés aux radios partenaires locales, en privilégiant surtout les treize (13) partenaires principaux à cette période (voir la liste des radios bénéficiaires). Les agents de terrain avaient aidé ces partenaires radios dans l'utilisation du matériel mis à leur disposition et dans la conception de certains formats radiophoniques.

Résultats

Grâce à cette formation, les participants, les facilitateurs communautaires, les médias et les partenaires locaux avaient mieux compris leurs rôles dans la promotion du dialogue social. Leur rôle majeur étant de faciliter le dialogue au sein des communautés (association, partis politiques, regroupement de jeunes et de femmes, etc....). Voici entre autre un témoignage ci-dessous évoqué par un participant à l'issue de la formation :

« Après la formation en gestion de conflits avec SFCG, étant producteur radio de base, la meilleure façon pour moi de faire passer les connaissances, c'est la radio. Ainsi, avec des idées recueillies à travers SFCG, j'ai conçu une émission NOSE (Nord, Ouest, Sud, Est) dans laquelle on ne parle que de gestion et prévention des conflits. J'utilise les cas se trouvant dans le manuel et certains événements ayant eu lieu à Tabou relatés par des auditeurs pour lancer des débats en direct sur la radio. Les auditeurs participent directement et donnent leurs points de vue sur les sujets et sur les idées des autres intervenants. Certaines personnes se reconnaissent à travers les sujets et m'interpellent positivement. Je profite souvent de la venue des agents de SFCG et de l'agent de terrain de Bas Sassandra pour faire appel à eux comme personnes ressources. » Teakoue Mathieu, facilitateur communautaire, producteur à la radio VBC Tabou

Les producteurs des radios avaient eu la capacité de traiter certains sujets sensibles dans leur localité. Depuis lors, ils ont pu faire passer des informations en analysant leurs impacts avant la diffusion. Cette formation avait permis aux personnes de passer outre les différends locaux pour s'engager dans le processus démocratique. Les radios par conséquent sont devenues des plateformes pour la promotion de la paix locale et le maintien de la cohésion ce qui permet de réduire les tensions au sein des communautés.

De plus, certains producteurs ont pu créer de nouveaux programmes radios pour partager les connaissances acquises ou améliorer le contenu de programmes existants afin d'inclure toutes les sensibilités pour traiter des sujets qui intéressent les populations.

d) Renforcement des capacités des radios locales à délivrer une information civique et électorale crédible

Evaluation externe des radios partenaires locales de SFCG, octobre 2007

SFCG a organisé une évaluation externe de son travail avec les radios partenaires afin de recevoir des suggestions et des recommandations pour le développement de cette relation. Le but de l'évaluation était d'utiliser les résultats et le cadre stratégique présentés par DRP (une Organisation internationale qui promeut le développement des radio communautaires et des réseaux radiophoniques) afin de mieux orienter sa stratégie de partenariat avec les radios compte tenu du contexte des médias en Côte d'Ivoire et renforcer les capacités des radios de proximité en tant que partenaires crédibles pouvant servir de plate-forme aux voix modérées favorables à la réconciliation nationale.

Résultats :

1. Cette évaluation a permis de constater que les besoins des radios en matière de production, gestion et techniques de résolution des conflits étaient beaucoup plus importants que leurs besoins matériels. Les structures de gestion dans les radios étaient généralement faibles avec peu de structures officielles en place pour évaluer les besoins et répondre aux attentes des auditeurs, y compris les conseils d'administration.

- La plupart des radios n'avaient pas élaboré formellement ou institutionnalisé des énoncés de leur mission. Bien que les radios souhaitent diffuser pour leur public local, elles ne pouvaient pas s'engager suffisamment auprès des communautés pour connaître les intérêts des auditeurs. Par ailleurs, il n'existait aucune structure permettant aux radios et aux populations d'effectuer des évaluations de façon régulières.

2. Le partenariat entre SFCG et les radios était encore à ses débuts et par conséquent pouvait bénéficier d'un renforcement significatif. Cela avait été favorisé par des formations bien ciblées, une augmentation des activités de proximité et une collaboration sur le programme de production de SFCG :

- Toutes les radios avaient manifesté un intérêt à la transformation des conflits et la réconciliation.
- Généralement les radios partenaires étaient confuses et avaient des craintes sur la transition du pays. Sans la participation et la responsabilité des communautés pour s'engager dans des discussions sur des questions d'intérêt public, les radios étaient vulnérables à l'influence de partis politiques ou de groupes armés.
- Les radios étaient également préoccupées par la couverture pré-électorale et au cours de la période électorale. Elles cherchaient à être orientées par SFCG au cours de cette période. SFCG était bien placée pour fournir cette information et a agi comme un tampon entre elles et les institutions gouvernementales.

DRP avait recommandé à SFCG de s'efforcer d'inclure des représentants des radios dans les différentes phases de production, dans les échanges d'idées pour la collecte des sons et le mixage des éléments à diffuser. Impliquer les radios partenaires dans les activités de SFCG était un moyen évident pour

l'organisation d'enseigner la manière de produire des émissions radiophoniques qui contribuent à la consolidation de la paix.

En outre, DRP avait suggéré une approche à deux niveaux pour travailler avec les radios :

- Renforcer les liens avec les radios qui avaient déjà une forte identité comme la radio au service de toutes les populations
- Offrir des plates-formes pour le changement et fournir des interventions spéciales pour les radios disposant de structures de gestion faibles et manifestant un manque de compréhension de la mission de SFCG dans la transformation des conflits.

SFCG a incorporé les recommandations du rapport dans ses activités et dans ses stratégies.

e) Renforcer les capacités des jeunes et femmes leaders à travers les 2 partenaires (Club UA et OFACI) pour faire l'éducation civique et électorale et participer à l'observation des élections

Séminaire de Formation en Education Civique à Daloa avec 30 participants, le 18-19 juin 2007



Du 18 au 19 juin 2007, SFCG a organisé à Daloa un séminaire de formation en éducation civique en collaboration avec le National Democratic Institute (NDI). Le séminaire a rassemblé le personnel des agents de terrain de SFCG et les partenaires de l'OFACI, le Club Union Africaine ainsi que les Facilitateurs Communautaires et avait pour but de former et d'équiper les participants de connaissances et de capacités suffisantes pour mener des programmes d'éducation civique directement ou en formant des animateurs qui ont travaillé avec les communautés bénéficiaires des

programmes de SFCG. 30 personnes participantes avaient été formées aux techniques de facilitation de façon à pouvoir animer des programmes d'éducation civique à partir d'une stratégie organisationnelle prédéfinie.

Résultats:

1. Ce séminaire a permis à l'équipe de SFCG, ses partenaires et les facilitateurs de conduire les 102 formations et sessions d'échanges en éducation civique ci-dessous. Ils ont ainsi développé des modules de formation adaptés aux besoins des communautés dans chaque région. Il était essentiel pour les agents de terrain de SFCG et ses partenaires de comprendre complètement le projet afin d'animer individuellement chaque formation au niveau des communautés cibles.

2. Des notions comme la démocratie et la culture démocratique, la bonne gouvernance, l'intégration du genre étaient examinées et partagées avec les participants. Cette connaissance de base était essentielle pour les formateurs de SFCG et ses partenaires. Le séminaire a permis de réagir à de nouveaux événements tels que l'identification et les accords de Ouagadougou et repenser les formations qui devaient mieux situer les participants formés à traiter ces sujets.

f) Sensibilisation des jeunes et des femmes au processus électoral démocratique ainsi que leur rôle et responsabilités

A partir de la recherche-action et de la formation en éducation civique SFCG et ses partenaires OFACI et Club UA ont organisé 125 échanges pour les jeunes et les femmes, en 2007 et 2008, sur le processus électoral ainsi que leurs droits et responsabilités. Au total, 125 échanges avaient été mis en œuvre sur quelques sujets spécifiques :

- 73 échanges sur la bonne gouvernance et la citoyenneté en 2007;
- 22 échanges sur la bonne gouvernance et la citoyenneté en 2008 ;
- 9 échanges sur l'intégration du genre dans la bonne gouvernance ;
- 19 échanges sur l'identification et les Audiences Foraines
- 2 échanges sur l'accord d'Ouagadougou.

Les sections suivantes fournissent les détails et résultats des échanges :

73 Echanges sur bonne gouvernance et citoyenneté en 2007

En 2007, SFCG et les partenaires OFACI et Club UA ont réalisé 73 formations sur la bonne gouvernance, la démocratie et la citoyenneté pour les associations et organisations des jeunes et des femmes dans 30 localités cibles. La date et le nombre de participants par localités sont repris dans le tableau ci-dessous:

Préfecture	Lieu	Dates	Nombre de participants Total	Hommes	Femmes
18 Montagnes	Bangolo	Août	20	20	
18 Montagnes	Blotilé	Octobre	150	90	60
18 Montagnes	Danané	Août	20	13	7
18 Montagnes	Man	Juillet, Août	41	16	25
Abidjan	Cocody	Juillet, Novembre	60	35	25
Abidjan	Yopougon	Novembre	39	29	10
Bas-Sassandra	Boke - Tabou	Octobre	20	15	5
Bas-Sassandra	Buyo	Juillet	20	20	
Bas-Sassandra	Méadji	Août	24	22	2
Bas-Sassandra	Sassandra	Août	40	35	5
Bas-Sassandra	Soubré	Juillet, Août	40	20	20
Bas-Sassandra	Tabou	Août, Octobre	121	58	63
Daloa	Daloa	Juin	20	14	6
Moyen Cavally	Duekoue	Août, Septembre	134	63	71
Moyen Cavally	Guiglo	Août	72	25	37
Moyen Cavally	Kouarho	Juillet	40	28	12
Moyen Cavally	Tobly Bangolo-Duekoue	Août	41	16	25
Moyen Cavally	Toulepleu	Juillet, Août	215	119	96
Région des Lacs	Kami - Yamoussoukro	Août, Septembre, Octobre	39	32	7
Région des Lacs	Kokrénou - Yamoussoukro	Août, Septembre, Novembre	64	33	31
Région des Lacs	Lolobo - Yamoussoukro	Octobre	23	20	3

Région des Lacs	N'goro	Septembre	18	17	1
Région des Lacs	Yamoussoukro	Août, Octobre, Novembre	117	68	39
Région des Savanes	Korhogo	Juillet, Août	560	290	270
Vallée du Bandama	Bouaké	Juillet, Août, Septembre)	180	65	115
Vallée du Bandama	Brobo	Juillet	40	20	20
Vallée du Bandama	N'Gattakro	Septembre	20	19	1
Vallée du Bandama	Ndjebonoua	Juillet	40	20	20
Vallée du Bandama	Oliénou	Juillet	40	20	20
Vallée du Bandama	Soukoura	Septembre	20	17	3
		TOTAL	2278	1172	974

9 Echanges sur l'intégration du genre dans la bonne gouvernance

Au cours de l'année 2007, SFCG et OFACI avaient développé un module destiné aux femmes sur leur rôle dans la bonne gouvernance. SFCG avait réalisé neuf échanges avec ce module, la date et le nombre de participants par lieu figurent dans le tableau ci-dessous:

Préfecture	Lieu	Dates (nombre des échanges)	Nombre de Participants Total	Hommes	Femmes
18 Montagnes	Danané	Août (1)	30		30
18 Montagnes	Zouan Hounien	Août (1)	30		30
18 Montagnes	Bangolo	Octobre (1)	20		20
Moyen Cavally	Guiglo	Septembre (1)	20		20
Vallée de Bandama	Bouaké	Septembre (4)	80	40	40
Région des lacs	Yamoussoukro	Octobre (1)	18		18
		Total	198	40	158

Lors du suivi, SFCG s'est rendu compte que les femmes ont développé de nouvelles aptitudes :

- *Participation aux affaires publiques*
- *Prise de parole en public*
- *Responsabilité renforcée dans le foyer et dans la famille*
- *Participation à la vie associative*
- *Leadership renforcé*
- *Information sur les droits et devoirs de citoyen*
- *Restitution aux autres personnes*
- *Connaissance des procédures pour faire entendre leurs voix*

Résultats

Les participants ont apprécié les formations car selon eux leurs capacités ont été renforcées et ils sont capables de faire beaucoup de choses dont ils en n'étaient pas conscients. Par exemple, au début les femmes dans certaines régions n'avaient pas conscience qu'elles ont les mêmes droits que les hommes de participer aux affaires publiques et aux prises de décisions. Leur vie associative tournait autour des activités ménagères et du commerce.

Les témoignages ci-dessous confirment les acquis que les sessions de SFCG ont apportés aux participants:

« Avant, ce sont les hommes seulement qui collectaient les taxes que la mairie prélevait sur le marché ici à Buyo/Tabou. Moi, en tant que femme, je n'appréciais pas du tout que ce soit les hommes seulement alors qu'il y a beaucoup de femmes qui peuvent bien faire ce travail aussi. Je ne savais pas cependant que j'avais le droit de participer à un conseil municipal en vue d'exprimer ce que je reproche au fonctionnement de la municipalité. Et, au cours de votre session, vous m'avez rassurée que chacun pouvait participer au conseil municipal. J'ai assisté au conseil municipal qui a suivi. Lorsqu'on m'a donné la parole, je me suis adressée au maire en ces termes : « Monsieur le maire, ce n'est pas normal qu'il n'y ait même pas une seule femme parmi les personnes qui collectent l'argent des tickets sur le marché alors que le marché est occupé essentiellement par les femmes ». Quand j'ai parlé de ça, les gens ont recruté une femme la semaine d'après et à ce jour, elle fait partie de l'équipe de collecteurs au marché. »

« Il y a un homme influent de notre région qui devait se rendre dans notre quartier. Mais chaque fois qu'il se trouve dans les quartiers, ce sont les hommes et surtout les membres de son ethnie seulement qui participent à la rencontre. J'ai depuis décidé de préparer quelque chose pour intervenir dans la rencontre. Quand le monsieur est arrivé, ils ont dit en Yacouba (langue autochtone) que ceux qui veulent prendre la parole viennent s'inscrire. Je suis allée écrire mon nom, néanmoins j'ai précisé que je n'étais pas Yacouba et que j'allais donc intervenir en français. Ils m'ont regardé bizarrement mais ils m'ont laissée intervenir. J'ai évoqué le fait que notre quartier n'était pas électrifié, l'insécurité mais aussi le mauvais état de la voirie et s'il pouvait nous soutenir avec un bulldozer et les autres problèmes. Il a promis d'aider le quartier et quelques jours après la rencontre, il a réglé tous les problèmes évoqués... C'est grâce aux formations de SFCG que j'ai pu faire ce que j'ai fait sinon je ne me serais jamais intéressée à ces choses. »

Madame Bah Loua Rachel, Parlement des femmes Man

« La formation a ouvert notre esprit. Nous nous sommes rendus compte que la plupart des associations et organisations féminines à Man étaient gérées par des hommes. Après la formation, nous avons restitué ce que nous avons appris. Cela a suscité de nouvelles idées, celles de pousser les femmes à gérer leurs associations. Nous avons organisé des élections malgré la réticence des hommes et les femmes ont pris la direction de leur association. Les choses se sont bien passées et les hommes s'occupent de contrôler de temps en temps nos cahiers et comptes-rendus mais nous sommes au fait des choses. Il était difficile pour nous de faire cela avant l'intervention de SFCG... »

Madame Gué Lydie, participante

Il faut noter aussi que les femmes ont soutenu le processus des audiences foraines grâce aux sessions sur l'importance de l'identification, de la démocratie et du leadership.

19 Echanges sur l'identification et les Audiences Foraines en juillet-octobre 2007

En prélude au processus d'identification, les audiences foraines qui ont eu lieu, il était important d'informer la population de ce processus qui restait peu connu. SFCG et ses partenaires ont organisé 19 échanges sur l'identification et les Audiences Foraines dans dix localités. La date et le nombre de participants par localité sont repris dans le tableau ci-dessous:

Préfecture	Lieu	Date (nombre d'échanges)	Nombre de participants	Hommes	Femmes
18 Montagnes	Bangolo	Juillet	58	16	42
18 Montagnes	Danané	Juillet, Octobre	40	19	21
18 Montagnes	Man	Octobre	20	17	3

Moyen Cavally	Blodi	Octobre	18	11	7
Moyen-Cavally	Duékoué	Juillet	51		51
Moyen-Cavally	Guiglo	Juillet	46	15	31
Moyen Cavally	Toulepleu	Septembre	65	20	45
Moyen Cavally	Zouan	Octobre	42	14	28
Région des Lacs	Yamoussoukro	Juillet	20		20
Vallée du Bandama	Bouaké	Juillet	40	19	21
		Total	400	115	269

Des informations sur la nécessité, le but et le déroulement de ces audiences ont été données. Au cours de ces sessions d'échange, plusieurs interrogations ont été soulevées:

- *Quelles mesures seront prises pour faire en sorte que la nationalité ivoirienne ne soit pas attribuée à des personnes qui n'y ont pas droit ?*
- *Comment pourra-t-on vérifier les témoignages ?*
- *Que fait-on des enfants de 4 mois à 12 ans ?*
- *Où en est-on avec la question de la délivrance du certificat de nationalité ?*
- *Que fait-on pour ceux qui ont été spoliés par les agents de l'état civil qui attribuent de fausses pièces ?*

Résultats

Après les sessions d'échanges sur « l'importance de l'identification », les jeunes filles de l'association du quartier sinistré de Korhogo ont contribué à une grande sensibilisation dans leur environnement.

Il faut noter que les papiers d'identité avaient peu d'importance pour ces derniers mais les échanges ont permis aux participantes de réfléchir sur leur lieu de naissance. Certaines ont entrepris de nombreuses recherches pour connaître les administrations compétentes pour établir leurs papiers d'identité. Elles ont compris pourquoi elles sont l'objet de nombreuses tracasseries routières par les forces de l'ordre. Elles ont tiré de nombreuses leçons sur l'état de l'identification dans leur environnement. Cela a été bénéfique pour soutenir les efforts lors des audiences foraines à Korhogo et ailleurs. Elles ont sensibilisé les communautés à prendre part aux audiences foraines ce qui soutenait véritablement le processus démocratique en Côte d'Ivoire:

« J'ai compris pourquoi nous avons des problèmes avec les forces de l'ordre lorsque nous nous déplaçons...J'ai déjà utilisé les pièces de ma sœur pour voyager mais aujourd'hui j'ai mes propres papiers et je suis contente. Merci à SFCG qui nous a ouvert les yeux »

Coulibaly Yiri, jeune fille du quartier Sinistré, Korhogo

Ces échanges ont été une plateforme pour une prise de conscience véritable de l'importance de l'identification. Cela a permis aux jeunes de sensibiliser leurs quartiers en faisant du porte-à-porte, dans leur famille et au marché. Elles ont partagé ces informations avec certaines de leurs amies pour les soutenir dans la vulgarisation de l'importance de l'identification.

« Après les échanges, j'ai parlé à beaucoup de mes amis qui n'avaient pas de pièces d'identité, même les gens de notre village ne s'intéressaient pas aux papiers d'identité et quand ils venaient au marché j'en profite pour les sensibiliser... Tous ceux à qui j'ai parlé sont allés demander leurs papiers et beaucoup les ont eu lors des audiences foraines »

Quattara Marmonna, jeune fille du quartier Sinistré, Korhogo

L'association des filles du quartier Sinistré se réunissait souvent sans but précis mais les sessions d'échanges ont permis à celles-ci de tenir des réunions régulières avec des agendas et des thèmes particuliers pour enrichir leurs discussions dans le but de pérenniser l'information.

« Je m'entends avec les gens du quartier. Depuis la formation, dès qu'il y a une naissance dans le quartier je me rends là-bas pour dire au père de prendre le carnet de l'enfant pour déclarer sa naissance. De plus, nous avons développé une stratégie pour pousser nos amis à se faire des papiers. Nous les appelons « bonne arrivée » ou « paysan » pour les choquer et les pousser à obtenir des papiers et cela marche bien »

Soro Nipka, jeune fille association quartier sinistré, Korhogo.

Le soutien des filles s'est matérialisé dans le conseil aux personnes quant à la participation aux différentes étapes du processus car ceux qui avaient déjà effectué leur déclaration pensaient que les pièces égarées et autres pouvaient être obtenues lors des audiences foraines. Avec des papiers d'identité, les personnes peuvent exercer des activités même professionnelles en toute liberté.

Au début de la session et à l'annonce du thème, les participants ont exprimé des préoccupations et ont aussi réagi :

« C'est au cours de cette crise que j'ai entendu parler des audiences foraines. Sinon, je n'en avais jamais entendu parler. Je ne sais vraiment pas ce que c'était avant cette rencontre. Je me pose souvent la question de savoir s'il existe aujourd'hui des personnes qui naissent sans être déclarées ou sans avoir de papiers jusqu'à l'âge de 13 ans et plus ».

Koffi Jean Clément, participant.

« Il y a de nombreuses personnes de Boniérédougou qui ne réclament pas leurs papiers parce qu'elles estiment qu'elles ne sortiront jamais de chez elles. A aucun moment, elles n'auront besoin de papiers, donc elles sont nées dans leur village et elles ne trouvent pas nécessaire de se faire déclarer. Il y a aussi de la négligence de la part de nos parents, en pareille circonstance. Est-ce que les témoins du requérant doivent être forcément munis de leurs pièces d'identité pour témoigner ? »

Ane François, participant.

« Des certificats de nationalité ont été délivrés à des requérants lors de la phase pilote des audiences foraines sous la direction du premier ministre Charles Konan Banny. Que doivent faire ces personnes ? Pourront-elles conserver leur certificat ou seront-elles obligées de participer aux audiences foraines qui auront lieu sur le plan national ? Que faire pour les personnes qui n'ont pas encore effectué de déclaration et n'ont pas 13 ans ? »

Faihoun Koffi Richard, participant.

2 échanges sur l'accord d'Ouagadougou

En juin 2007, SFCG a formé huit jeunes militants de partis politiques à Guiglo et 17 jeunes à Toulepleu avec un accent particulier sur le rôle, les attentes et l'engagement des jeunes membres des partis politiques vis-à-vis de l'accord de Ouagadougou.

Le Moyen Cavally est une région qui a abrité de nombreuses milices pro - gouvernementales. Ces milices et les populations protestaient contre les accords de paix qui selon elles, ont tendance à faire la part belle aux opposants et mouvements rebelles. Il s'agissait pour SFCG d'engager des discussions avec les responsables de la jeunesse sur l'accord d'Ouagadougou qui a pour particularité de mettre tout le monde d'accord. Ces personnes seront sensibilisées en faveur d'un soutien à cet accord et à développer des prédispositions pour aborder toutes les décisions pacifiquement.

Les échanges ont porté sur des points clés de l'Accord, les nouvelles dispositions de l'Accord, les défis liés à la mise en œuvre de l'accord, la responsabilité des jeunes dans la sortie de crise et leurs engagements.

Résultats

En novembre 2007, SFCG a effectué une évaluation de l'impact de la formation. Les membres de cinq partis ont participé à la formation et en général ils en ont grandement bénéficié. Les jeunes ont remarqué que s'il existait beaucoup de méfiance entre les différents partis avant la formation, il y avait beaucoup moins de tensions à l'issue de celle-ci.

Comme l'a souligné M. Julien Guiro de JUDPCI : « Depuis la formation les jeunes des partis se fréquentent et dernièrement, le FPI a invité les jeunes des autres partis politiques à l'investiture du secrétaire de la section FPI à Doh en octobre passé, ce qui ne se faisait pas auparavant. ».

Son opinion est partagée par un autre : « On n'a plus peur d'être montré du doigt en raison de notre appartenance à tel parti. » M. Norbert Ouhoissé JPIT.

De façon encourageante, les participants ont aussi affirmé qu'ils ont partagé la formation avec d'autres personnes. Selon un participant, « les personnes auxquelles j'ai restitué la formation ont apprécié la partie sur l'écoute active qui est un grand facteur dans la résolution d'un conflit. » M. Jean Guidy JUDPCI

g) Production radiophonique de SFCG pour promouvoir l'information et le dialogue sur les questions liées au processus électoral démocratique

En 2007, SFCG a continué à produire cinq programmes radiophoniques. *Passerelle, Dignité des Femmes, Unis dans Nos Différences, Enfants en Action et Woro Woro Tour et Synergie qui est une production conjointe de SFCG avec les radios partenaires.* Les objectifs de chaque programme sont repris ci-dessous :

Programme	Objectif.
• Passerelle	Construire l'expérience nationale de gestion des conflits au niveau communautaire. Partager les expériences réussies, intégrer les méthodes traditionnelles et modernes de gestion des conflits.
• Unis dans nos différences	Promouvoir le processus de paix en offrant un espace aux différents groupes pour donner leurs points de vue sur les différentes étapes du processus.
• Enfants en Action	Promouvoir la protection et la voix des enfants en Côte d'Ivoire.
• Woro Woro Tour	Créer une plate-forme pour montrer l'interaction entre les comportements et les normes sociales.
• Dignité des Femmes	Promouvoir le leadership féminin et la bonne gouvernance.

Nombre de thèmes ont été abordés par rapport aux processus démocratique. Une description de quelques-uns des programmes figurent ci-dessous.

Passerelle (50 programmes en 2007):

No.	Sujet	Date
54	Interactions entre les jeunes et les pouvoirs publics	Jan-07
55	Leaders communautaires: Rôles et défis	Feb-07
71	Contribution des hommes et femmes des médias de Korhogo au processus de paix et de réconciliation nationale	Jun-07
82	Comprendre la notion d'identité suivie des initiatives et actions pour le retour des populations de Yrozon	Aug-07
98	Identification à la base: cas de Kouarho et Guiglo	Nov-07

Unis dans Nos Différences (52 programmes en 2007):

No.	Sujet	Date
44	Processus électoral: actions des leaders en faveur des communautés	Jan-07
49	Grève nationale des enseignants du secondaire	Mar-07
55	Le redéploiement de l'administration	Apr-07
57	Agoras et parlements face aux accords d'Ouagadougou	May-07
61	Rôle et attentes des jeunes dans le processus électoral	Jun-07
62	Rôle et attentes de femmes dans le processus électoral	Jun-07
67	Audiences Foraines	Jul-07
68	Processus d'identification	Jul-07
88	Avis des représentants des partis politiques, de la société civile et des magistrats sur les audiences foraines	Nov-07
92	Implication des associations dans le processus démocratique	Dec-07

Dignité des Femmes (28 programmes en 2007):

No.	Sujet	Date
3	Le rôle et les défis des femmes leaders	May-08
4	Force et faiblesse du leadership féminine	May-08
7	Rôle de la femme en politique	Jun-07
17	Femmes et identification	Aug-07
26	L'art de parler en public	Oct-07

Emissions synergie de radios – 27 éditions produites au cours du projet IEDDH du 16 Août 2007 au 30 Juin 2009

La section suivante décrit toutes les émissions produites par SFCG au cours du projet. SFCG utilise une approche intégrée dans sa programmation de ses émissions radio, en abordant des thèmes liés à l'ensemble de ses activités de gouvernance financées par l'IEDDH et d'autres donateurs. Ces émissions sont produites deux fois par mois et diffusées pendant 20 minutes.

La première émission (Synergie N°1) a été produite le 16 Août 2007.

Synergie N°1 : Respect des règles établies par les autochtones comme condition d'une cohabitation pacifique.

Pour ce premier numéro, les radios de San Pedro, Issia, Daloa et Korhogo ont choisi de parler du respect des règles établies par les autochtones comme condition d'une cohabitation pacifique.

Synergie N°2 : Processus de paix en Côte d'Ivoire : craintes et espoirs des populations

Dans cette édition, les radios ont recueilli les craintes et les espoirs des populations dans leur localité respective. Il s'agit des radios d'Issia, de Tonkpi fm de Man, de Satellite fm de Korhogo et Notre Dame de Yamoussoukro.

Synergie N°3 : Impact de la crise ivoirienne sur les ressources naturelles.

La Radio la voix de Guinglo à Guiglo, la Radio Zanzan de Bondoukou et la Radio Rurale Locale de San Pedro au cours de ce magazine, se sont penchées sur l'impact de la crise sur l'activité économique en Côte d'Ivoire, notamment l'exploitation des ressources naturelles.

Synergie N°4 : Les mécanismes traditionnels de gestion de conflit

Dans cette édition, les radios partenaires de SFCG se sont intéressées aux mécanismes traditionnels de gestion des conflits dans trois régions du pays que sont : le bas Sassandra, le Moyen Cavally et la région du Zanzan.

Synergie N°5 : Hausse des prix des produits de première nécessité

Dans ce magazine, les radios partenaires de SFCG ont parlé de la hausse des prix des produits de première nécessité dans leur localité respective. Elles ont permis de savoir comment la situation est vécue dans les régions du Haut Sassandra, des Savanes, en passant par le Zanzan.

Synergie N°6 : L'accès aux soins de santé

Ce numéro de synergie des radios a permis de visiter quatre grandes régions du pays : d'abord les Savanes, la Vallée du Bandama, les 18 Montagnes et le Haut Sassandra. Et ce, grâce à la Radio Péléforo Gbon de Korhogo, Ivoire FM de Bouaké, la voix des 18 Montagnes et la Radio Tchrato de Daloa qui abordent la question liée à l'accès aux soins de santé dans les hôpitaux, les formations sanitaires urbaines et communautaires dans leur région respective.

Synergie N°7 : Les Tracasseries routières

Avec des approches différentes, les radios Satellite FM de Korhogo, Tonkpi FM de Man, la radio Mont Séité de Toulepleu et la radio Zanzan de Bondoukou ont abordé dans ce numéro de synergie des radios, la question de la libre circulation des biens et des personnes dans leur région respective.

Synergie N°8 : Bilan partiel des Audiences Foraines

A mi-parcours de l'opération des audiences foraines, les radios partenaires de SFCG-Terrains d'Entente ont proposé dans cette édition de synergie des radios le bilan partiel de cette première étape du processus d'identification en cours en Côte d'Ivoire.

Synergie N°9 : La situation de L'école ivoirienne

Dans ce numéro, les radios notre dame de Yamoussoukro, Napié FM et Radio Tchrato Daloa se sont intéressées aux multiples problèmes que connaît l'école ivoirienne depuis les années 90, date de l'instauration du multipartisme en Côte d'Ivoire.

Synergie N°10 : situation des filles domestiques

La situation des petites filles âgées de 8 à 20 ans appelées communément petites bonnes, servantes, filles de ménages ou filles domestiques est devenue de plus en plus préoccupantes parce que traitées comme de simples sujets assimilées à des esclaves. Elles subissent parfois aussi des violences corporelles, voire des abus sexuels chez leur employeur. Face à ce fléau dévalorisant, la radio zanzan de Bondoukou, la radio Lépin d'Alépé et la voix du rocher d'Issia ont choisi chacune, d'aborder la question dans synergie des radios.

Synergie N°12: Pratique du mariage forcé

Le mariage, c'est l'union à vie de deux personnes, généralement un homme et une femme, dans le but de former une famille ou de lier des familles existantes. Cette union peut être civile lorsqu'elle est actée par un officier d'Etat civil mandaté par l'État ou religieuse lorsqu'elle est actée par le prêtre d'une religion. Le mariage est à la fois un acte personnel et social.

Dans certaines sociétés, c'est le mariage forcé qui est pratiqué. C'est un mariage dans lequel une des parties (le plus souvent la femme) ou les deux, est marié contre son gré. Ce type de mariage est différent du mariage arrangé, dans lequel les deux partis consentent à être assistés de leurs parents ou d'une troisième partie pour trouver un époux ou une épouse. Les radios Dengué FM d'Odienné, Mont Séité de Toulepleu et Napié FM se sont penchées sur les défis et opportunités liés à la pratique du mariage forcé.

Synergie N°15 : Rôle des radios locales dans le processus d'identification et l'enrôlement

La radio Issia, radio San Pedro, la radio Man FM, la voix des 18 montagnes, la radio VBC Tabou et radio la radio Buyo ont parlé du rôle des radios de proximité dans le processus d'identification de la population et de l'enrôlement électoral qui se déroule en ce moment en Côte d'Ivoire

Synergie N° 16 : Identification et enrôlement : incertitudes des agents et des populations liées au démarrage de l'opération

Nous savons tous que l'opération d'identification des populations et le recensement électoral s'étend progressivement sur le territoire national après Abidjan et Bouaké. Les radios de proximité partenaires de l'ONG Search for Common Ground SFCG-Terrains d'Entente que sont : la radio San Pedro, radio Danané, Radio Odienné et radio Issia se sont intéressées aux incertitudes des agents d'identification recrutés pour l'opération et aussi aux populations qui attendent son début effectif.

Synergie N° 17 : Gestion des rumeurs

Les radios de proximité partenaires de SFCG abordent la question de la gestion des rumeurs suite à une succession de rumeurs ces temps-ci en Côte d'Ivoire. Radio Daloa, radio Zanzan Bondoukou et radio notre dame de Yamoussoukro partagent les témoignages des victimes, des parents et amis de victimes de rumeurs. Elles proposent ce qu'il faut pour gérer ces rumeurs dans notre milieu.

Synergie N° 20 : Identification-enrôlement : quel bilan ?

La radio Tchrato Daloa, Denguélé FM d'Odienné et la radio Satellite FM de Korhogo ont approché les responsables locaux des institutions impliquées dans le processus d'identification et d'enrôlement et des autorités locales pour dresser le bilan de l'opération dans leur région respective.

Synergie N°21: Reconstitution des registres de l'état civil : quel intérêt pour les populations ?

L'opération de Reconstitution des registres de l'état civil disparus ou détruits, entièrement ou partiellement, est dans sa phase administrative et judiciaire en ce moment. C'est ce sujet qui a intéressé Denguélé FM d'Odienné, la Voix du Zanzan de Bondoukou, Etoiles Danané et la Radio Man la voix des 18 Montagnes. Après la phase de l'inventaire, un peu plus de 700 000 registres sont concernés par ce projet. Ces radios se sont penchées sur l'intérêt que les populations dans leur zone respective, accordent à cette opération.

Synergie N° 23 : Quelle contribution des jeunes pour des élections apaisées ?

Au sommaire de cette édition, la Commission Electorale Indépendante et ce grâce à la radio la Voix du Zanzan de Bondoukou, aborde la question liée à la contribution des jeunes pour des élections apaisées ?

Synergie N° 25: Etat des lieux de la Reconstitution des registres de l'Etat civil

Dans cette édition, trois radios de proximité partenaires de l'ONG Search for Common Ground à savoir la voix du Bas Cavally de Tabou, le Denguélé FM d'Odienné et la radio Tchrato Daloa se sont intéressées à l'opération de reconstitution des registres de l'Etat civil détruits ou disparus entièrement ou partiellement dans la rubrique Brassage. Mais avant, dans le cadre de Carrefour du Citoyen, la radio Mont Sèité de Toulepleu est allée à la rencontre d'un responsable local de l'Office National d'Identification (ONI), qui va faire découvrir sa structure.

Synergie N°26 : Emission spéciale Evènements de Solidarité à Bouaké (Part 1)

Cette édition reprend le thème : « non à la manipulation politique, oui à la tolérance », sur la première journée de solidarité à Bouaké. Mais avant, dans Carrefour du Citoyen, la radio Man fait connaître la Commission Nationale de Supervision de l'Identification (CNSI).

Résultats

Le nombre des auditeurs de cette émission a sensiblement crû et les auditeurs sont en mesure de faire une nette distinction entre les émissions en tant que telles et arrivent, vraisemblablement, à comprendre l'approche de chacun d'entre elles et à en faire une assimilation des sujets qui y sont traités. L'écoute de l'émission Passerelle portant sur le conflit éleveurs/agriculteurs a eu un impact particulier sur les populations de Korhogo en termes de changement de comportement. Juste à titre d'exemple, le chef de programme de la radio partenaire « Satellite FM » a reçu un nombre important

d'appel d'auditeurs demandant la rediffusion de l'émission. Les autres radios ont reçu des appels téléphoniques également. Les intervenants sont pour la plupart du secteur de l'agriculture rural et éleveurs de bovins ou d'ovins. Il est opportun de mentionner, par ailleurs que beaucoup de gens identifient l'émission « Woro Woro Tour » par son personnage central, nommé Mory, étant une émission radio de SFCG.

Pour comprendre l'impact des émissions, SFCG a recueilli des témoignages des auditeurs et participants aux émissions radios:

«Les populations s'intéressent aux émissions de SFCG car elles leur permettent de savoir comment les conflits sont gérés dans diverses localités. Les personnes que nous rencontrons nous restituent certains propos de ces magazines. Nous avons aussi les mêmes problèmes et tensions politiques. Man est considérée comme le fief de l'UDPCI. Mais aujourd'hui les autres partis sont acceptés et les tensions ont baissé grâce aux informations qui sont données dans les émissions à ce sujet ». **Doumbia Abdoulaye à Man**

«Ce qui me plaît dans vos émissions ce sont les thèmes. Vous donnez la parole à tout le monde. J'ai suivi une émission sur les audiences foraines. Ce qui m'a plu dans cette émission c'est que cela a permis aux gens surtout à ceux qui n'avaient pas de pièces d'identité de savoir qu'ils peuvent obtenir des jugements supplétifs » **Touré Hélène**

«Cela permet d'avoir plus d'informations. J'ai entendu des gens dire en écoutant c'est qu'on nous aime, on pense à nous » **Fatoumata Coulibaly**

«J'ai aimé l'épisode d'Unis Dans Nos Différences sur la normalisation du système éducatif à cause de l'exactitude des propos tenus, surtout par les enseignants, dans cette émission » cela renforce la crédibilité que nous accordons aux émissions de SFCG » **Yoro Hubert, Proviseur du Lycée Moderne de Man**

Les émissions de SFCG contribuent à l'adoption de nouveaux comportements au sein des familles.

*«Je suis Malinké et musulman. Je suis marié à quatre femmes. Un jour, j'étais à la maison quand l'émission de SFCG sur la polygamie passait à la radio. J'ai remarqué que mes femmes étaient très intéressées par cette émission. Ensuite, chacune a commencé à me poser un tas de questions. Avant, je n'allais pas tolérer ces comportements d'insoumises car je ne suis pas pour l'émancipation des femmes. Mais grâce à vos formations et les émissions, j'ai commencé à les écouter et à échanger sur certains sujets avec qu'elles. Vos activités ont beaucoup d'influence dans les communautés car j'en suis un exemple. Bonne continuation à vous »***Monsieur Vassiriki**

«En Côte d'Ivoire, on fait des efforts pour désarmer les mains, les émissions de SFCG sont les bienvenues pour désarmer les cœurs, » **Directeur du centre social, fidèle auditeur à Guiglo**

«Ce qui me plaît dans cette émission, c'est qu'elle est équilibrée : Les éleveurs ont dit la vérité et les agriculteurs également. Chacun connaît maintenant l'importance de l'autre. Le dimanche passé j'ai rencontré un paysan au marché de Korhogo. Il m'a dit qu'il souhaiterait que nous formions une organisation d'agriculteurs et d'éleveurs pour gérer les conflits entre nous. Ce que l'intervenant agriculteur a dit dans l'émission est vrai. Il vaut mieux que nous gérons nos conflits entre nous plutôt que d'aller chez les militaires. Moi je pensais que les paysans étaient toujours gagnants en allant régler leurs problèmes chez les militaires. Eux aussi pensent que c'est nous qui gagnions toujours. Donc nous pouvons nous comprendre parce que nous savons que chacun de nous est perdant dans cette histoire. » **Diallo Moussa, un des éleveurs à Korhogo**

«Avant, dès que l'une de mes bêtes mettait le pied dans le champ d'un agriculteur, il s'énervait et venait s'en prendre violemment à moi. J'avais l'impression que les agriculteurs me guettaient toujours. Il suffisait même que les bœufs passent à côté d'un champ pour que le propriétaire en fasse un problème. Maintenant, cela a changé. Les agriculteurs conseillent à leurs enfants d'aider nos bouviers à mieux surveiller autour des champs pour ne pas que les bœufs fassent de dégâts. Et quand c'est le cas, nous optons pour un règlement à l'amiable. Je suis tellement content de ce comportement des paysans que je ne m'empêche pas de donner des bœufs à certains d'entre eux pour qu'ils travaillent avec. La dernière fois, j'ai offert gratuitement un bœuf pour faire un sacrifice pour l'ensemble du village. »

Karna, éleveur à Kounontonvogo

«Il n'y a plus de problèmes entre nous. Les éleveurs nous respectent maintenant. Nous avons donc décidé de ne plus les convoquer chez les autorités en cas de différends entre nous. Moi, personnellement, j'ai compris l'avantage de l'élevage. J'ai même commencé à apprendre avec Karna »

SILUE, agriculteur à Kounontonvogo

Afin de comprendre l'impact des programmes radiophoniques, SFCG a réalisé une étude qualitative au cours des premiers mois de 2008. Les résultats de cette étude seront disponibles dans le prochain rapport.

h) Mobilisation et appui des jeunes et des femmes leaders comme observateurs électoraux

3 Formations de femmes sur la gouvernance à Abidjan pour 34 femmes

Trois formations ont été organisées au cours de neuf mois par SFCG pour former des participantes venant d'Abidjan, Bouaké, Guiglo, Sassandra, et Yamoussoukro. SFCG œuvre afin d'améliorer les attitudes et les connaissances des femmes sur les questions de gouvernance et de leadership. Ces formations avaient deux buts spécifiques:

- La fourniture aux femmes d'une information juste sur les questions de gouvernance et de leadership
- La facilitation du dialogue et d'échanges entre les femmes du Nord et celles du Sud sur les questions de bonne gouvernance et de leadership.

17 femmes-leaders d'horizons socio-ethniques et politiques variés représentants associations des femmes d'Abidjan au mois de mars 2007, se sont réunies pour une formation de trois jours, organisée par SFCG, sur le leadership et la bonne gouvernance. L'objet de la formation consistait à:

- 1) définir le concept et la nature du leader et du leadership et d'identifier la base du pouvoir ;
- 3) examiner la relation entre le leadership et le pouvoir politique ;
- 4) identifier les styles de leadership et analyser ces styles du point de vue du genre
- 5) développer des stratégies pour renforcer les capacités en leadership.

La formation était co-facilitée par Floride Ahitungiye, le Chargé de Programme de SFCG-Burundi, qui possède une connaissance pratique en matière de formation des femmes sur les questions du leadership.

En juin, le Formateur de SFCG, aidé par le Directeur de SFCG-CIV, a animé la deuxième formation. Cette formation d'un jour servait de réunion de suivi pour la formation de mars sur la gouvernance, dans un souci d'augmenter les connaissances des participantes sur le comportement, les attitudes, et les qualités personnelles et ceux requis pour le leadership. Il faut que les femmes qui essayent de surmonter les obstacles traditionnels acquièrent une compréhension complète des qualités de leadership. Pendant la formation, huit participantes à la formation de mars se sont réunies autour des buts suivants:

- Examiner et partager leurs expériences sur le leadership et la bonne gouvernance après la dernière formation ;
- Aider au développement des carrières et des capacités personnelles de leadership des participantes ;
- Comprendre comment mieux développer les capacités des femmes-leaders ivoiriennes, dès le retour des participantes dans leurs communautés.

SFCG a organisé une troisième formation sur le leadership et la bonne gouvernance à Abidjan à la fin du mois de juin. Les participantes femmes-leaders des deux premières formations ont aidé SFCG à identifier 17 femmes-leaders du Nord, du Sud et de l’Ouest, dans les localités d’Abidjan, Bouaké, Guiglo, Sassandra et Yamoussoukro. La formation de deux jours, animée par la Directrice de SFCG-CIV avait pour but d’améliorer les qualités de leadership des participants et aussi de fournir un forum permettant aux femmes-leaders de partager leurs expériences et établir des rapports. A travers des techniques participatives comme le jeu de rôle et le travail en petits groupes, la formation a bien préparé les participantes dans l’emploi d’outils et de stratégies pour mobiliser et pour soutenir les femmes de leurs localités.

Résultats

En 2007 trois formations ont fourni aux femmes leaders ivoiriennes les fondements théoriques pour renforcer la participation des femmes dans tous les aspects de la vie en société, particulièrement en politique. Ces formations ont fait le lien entre la théorie et les expériences de vie de chaque participante pour qu’elles conviennent d’actions concrètes après la formation. Lors des réunions de suivi, toutes les participantes ont raconté à SFCG qu’elles fourniraient l’information apprise aux collègues, amis, et familles, et aussi aux associations de femmes et à d’autres organisations dans leurs localités. Cette réponse révèle la réussite de la stratégie de SFCG qui focalise ses efforts de formations sur les personnes clés, en complément à d’autres activités destinées à toute la population.

Un grand nombre des participantes aux formations ont positivement contribué plus tard à un ensemble de symposiums au mois de Septembre (voir la section suivante) sur la participation des femmes au processus démocratique organisés par SFCG. Les symposiums ont eu lieu à Abidjan, Bouaké et Guiglo. Les participantes de ces localités qui avaient assisté aux formations ont joué un rôle central dans l’organisation et le contenu des symposiums, en dirigeant des activités et en partageant des expériences réussies en matière de leadership féminin.

i) Symposiums sur l’implication de la femme dans la consolidation de la paix et le processus démocratique des femmes à Guiglo, Bouaké et Abidjan avec 137 femmes les 15-19 et 22-24 octobre 2007

Deux symposiums régionaux et un symposium national sur ***l’implication de la femme dans la consolidation de la paix et le processus démocratique*** ont rassemblé des femmes leaders de Côte d’Ivoire de tous horizons politiques, ethniques et culturels ainsi que des femmes venues de Sierra Leone et du Libéria afin d’échanger des expériences et définir des stratégies de collaboration en matière de consolidation de la paix et processus démocratique.

Entre le 15 et le 19 Octobre 2007, SFCG a organisé deux forums régionaux: un à Guiglo dans l’Ouest du pays et un autre à Bouaké, au Centre qui ont rassemblé un total de 137 femmes de toutes les tendances politiques, confessions religieuses et ethnies de Côte d’Ivoire. Ces deux régions ont vécu la guerre en Côte d’Ivoire de façon très différente car l’une a servi de base pour la rébellion et l’autre a abrité les miliciens pro-gouvernementaux. En revanche, dans les deux localités, la nécessité pour les femmes de surmonter leurs divisions pour être à la tête d’un mouvement qui permettra de panser les plaies de la Côte d’Ivoire en tant que nation a été soulignée.

Les femmes et les hommes qui ont participé à Guiglo ont parlé avec franchise de l'exclusion et du conflit entre les étrangers et les autochtones de la région qui a occasionné une déchirure du tissu social et de nombreuses souffrances ces dernières années. Le symposium a offert une occasion aux différentes communautés de cette région de se pencher sur ces questions comme autant d'obstacles pour la participation des femmes à la prise de décision au niveau local. La guerre a profondément divisé les communautés et de nombreuses femmes également étaient des victimes.

Un sentiment similaire avait été ressorti au symposium de Bouaké d'autant plus qu'il s'agissait de la première occasion depuis la crise pour les participantes de se rencontrer, de surmonter leurs différences politiques, religieuses et ethniques et de parler publiquement de leurs souffrances. La guerre a créé une scission réelle entre les groupes ethniques et politiques de la région et selon certains, les divisions à caractère ethnique et identitaire sont plus importantes à Bouaké que dans n'importe quelle autre région de Côte d'Ivoire. Certains participants ont souligné que c'était pour la première fois depuis que le début de la guerre qu'ils se sont serrés la main de membres de partis opposés bien qu'ils résidaient dans le même quartier. La peur et la méfiance qui a prévalu au début du symposium étaient normales en raison des circonstances.

Etweda Sugars Cooper et Regina Jarpee, deux participantes Libériennes ainsi que Kadiatu Sesay et Olaboni Coker, deux femmes de Sierra Leone, ont fortement marqué les deux symposiums par leur présence et leurs témoignages de femmes sur les méfaits de la guerre dans leur pays et les chemins qui les ont amenées à s'impliquer dans la lutte pour la paix et la promotion des droits humains. Replaçant leurs réalisations dans le contexte récent d'avant-guerre où les femmes de leurs pays n'étaient pas organisées et étaient traditionnellement confinées à des tâches domestiques, elles ont expliqué que la guerre avait changé beaucoup de choses pour les femmes. Toutefois, ainsi qu'en Côte d'Ivoire, les femmes et leurs familles avaient subi beaucoup d'injustices et humiliations et s'étaient engagées activement en faveur de la paix et sur le plan politique avec la fin de la guerre. Les intervenantes ont présenté l'évolution de leurs mouvements et les stratégies employées pour accroître la participation des femmes au processus démocratique. La manière dont ces femmes ont pu aplanir leurs différences pour créer des organisations pluriethniques et jouer un rôle important dans les élections les plus récentes

dans ces deux pays a particulièrement retenu l'attention des participants.



Photo des participants au Symposium

Une semaine après le symposium de Bouaké, 67 femmes leaders, parmi lesquelles des participantes aux symposiums régionaux ainsi que des femmes et des hommes ont rencontré d'autres femmes de la capitale Abidjan appartenant à différents groupes ethniques et partis politiques. Les participants à cette rencontre ont discuté pour la première fois des problèmes importants avec des interlocuteurs des régions rurales et en particulier avec des

femmes appartenant aux Forces Nouvelles. Ce rapprochement fut salué à maintes reprises au cours de la rencontre car il représentait une étape importante pour faire tomber la méfiance et les préjugés qui s'étaient installés après tant d'années.

Résultats

Le symposium a représenté une autre activité clé au sein de la stratégie régionale de SFCG en Afrique de l'Ouest qui place la participation des femmes dans la prise des décisions au cœur de ses priorités. Cette stratégie vise à saisir des opportunités comme l'élection de la première femme présidente du Libéria pour remettre en cause les stéréotypes et encourager les modèles de réussite. Dans ce cadre, le

symposium national a permis une réunion des femmes venant des deux régions qui s'affrontaient à cause du récent conflit afin d'identifier des intérêts communs, c'est-à-dire, cerner des problèmes similaires et convenir de solutions communes. Cette mise en pratique de l'approche Common Ground renforce la solidarité entre les femmes ivoiriennes et un développement qui est crucial pour la réalisation d'un processus pacifique, juste, et inclusif.

A l'issue des deux journées du symposium, les participants ont mis en avant les changements qu'ils aimeraient effectuer et les stratégies nécessaires pour y arriver. Les participants ont convenu entre autre d'

- Améliorer l'éducation des femmes et des jeunes filles, une campagne d'alphabétisation de grande envergure est requise ainsi qu'un plaidoyer en faveur de l'adoption de la loi rendant obligatoire la scolarisation de la jeune fille.
- Combattre la pauvreté qui est l'un des objectifs que les femmes se sont assignées notamment par la création d'activités génératrice de revenus.

Au fur et à mesure que les participants évoquaient leurs expériences, la crainte et la méfiance se dissipaient. Au symposium de Bouaké la présidente de l'ONG AVOMCA a expliqué comment elle avait dû fuir Bouaké à pied dans une tentative désespérée de protéger huit enfants à sa charge. Une autre femme a raconté comment sa terre et ses moyens de subsistance avaient été confisqués sans compensation par les soldats pendant la guerre. Ainsi qu'à Guiglo, le partage de leurs expériences durant le conflit a permis aux femmes des groupes divisés de se rassembler. Dans les deux localités les participants ont élaboré des plans d'action destinés à faire face aux antagonismes et aux discriminations entre les groupes, comme par exemple la création de groupes pluriethniques et multiculturels sur les droits des femmes.

Après les symposiums, les réactions des participants étaient pleines d'espérance et d'énergie. Les participants ont constaté que les symposiums les avaient aidés à mieux comprendre les moyens par lesquels on peut réaliser des changements positifs. Ces sentiments sont exprimés dans les témoignages suivants :

« Nous sommes en train de nous organiser à Duékoué. Nous les femmes nous nous rassemblons au sein de grands groupes car nous avons compris lors des symposiums qu'il faut agir ensemble pour opérer des changements. » **Membre du centre social, Duékoué**

j) Facilitation de dialogues communautaires

L'opération de reconstitution des registres de l'Etat civil détruits étant des processus importants dans tout démocratie et surtout en Côte d'Ivoire pour la délivrance des certificats de nationalité, de cartes d'identité et de cartes d'électeurs. Après que le processus se soit achevé, de nombreuses personnes restent concernées par celui-ci. De plus, une partie non négligeable de la population ne sont pour certains toujours pas en possession de leurs expéditions. Les citoyens concernés s'inquiètent donc pour leurs participations aux séances de rattrapage de l'identification et de l'enrôlement dont les dates à l'intérieur du pays n'ont pas encore été annoncées. Parallèlement à la reconstitution des registres des registres de l'Etat Civil se tiennent la modernisation de l'Etat Civil, qui demeure peu connue.

Il est donc apparu à SFCG de multiplier les moyens d'information afin d'informer les populations et éviter que cette situation ne génère des tensions. C'est ainsi que, SFCG, dans le but de faciliter l'accès des populations à l'information liée au processus de la reconstitution et modernisation de l'Etat Civil, a organisé des forums public dans les localités de

- a) Danané – 18 mars 2009
- b) Yamoussoukro – 23 avril 2009
- c) Korhogo – 14 février 2009
- d) Soubé – 11 mars 2009

- e) Man – 20 mai 2009
- f) Bouaké – 28 novembre 2008

Les forums ont réuni tous représentants des institutions impliquées dans le processus de reconstitution et modernisation des registres de l'Etat Civil (Préfectures, Sous-préfectures, CNSI, ONI, CEI, INS, SAGEM), les populations locales, les associations locales de jeunes et de femmes ; les respectives magistratures des localités concernées et des représentants d'organismes internationaux en particulier de l'UNOPS. Ces forums avait pour but commun de

- Encourager le dialogue entre les institutions impliquées dans le processus électoral et les populations afin de faciliter l'accès à l'information autour du processus d'identification et d'enrôlement
- Faciliter l'accès à l'information autour du processus de reconstitution des registres de l'Etat Civil
- Permettre aux populations d'avoir accès à une information crédible
- Impliquer les populations dans la prévention des violences autour de l'identification et de l'enrôlement et la reconstitution des registres de l'Etat Civil
- Permettre aux populations de tirer des leçons de l'opération de reconstitution des registres de l'Etat civil qui vient de se
- Impliquer les populations dans la prévention des violences autour de l'identification et de l'enrôlement et la reconstitution des registres de l'Etat Civil

Dans toutes les localités où eurent lieu les forums, le manque d'information des populations en ce



Groupe de Travail lors du Forum de Man

qui concerne les opérations d'identification et d'enrôlement et le processus de reconstitution des registres de l'Etat Civil, a été l'aspect le plus marquant. Le manque d'information est encore plus profond au niveau de la reconstitution des registres de l'Etat Civil. Des participants aux forums ont même posé des questions pour savoir si le processus de reconstitution des registres avaient effectivement commencé bien que le processus était en phase terminale. Cela montre bien le degré du manque d'information.

De plus, de manière générale, les participants ont exprimé des craintes par rapport aux délais restants pour l'identification qu'ils trouvèrent, à l'époque, insuffisants. Leurs inquiétudes se sont exprimées également sur l'ouverture éventuelle des processus afin d'inclure les populations qui n'ont pas pu ou su participer. Les appréhensions se firent sentir également pour les citoyens dont les parents n'ont pas d'extraits de naissance et qui ne peuvent donc se faire identifier. Tous ces différents états d'esprit des populations sont liés au fait que dans les régions où les forums furent réalisés, l'impact de la crise s'est fait sentir fortement par la destruction ou disparition de nombreux registres de l'Etat civil. A cela il faut ajouter aussi les grèves intempestives, du début de 2009, des structures impliquées dans le processus d'identification et d'enrôlement, ce qui a eu un retard considérable sur processus.

Par ailleurs, Un problème majeur qui a été est le problème, dans la localité de Man, est le fait que des extraits de naissances soient faits au sein des partis politiques selon les participants. L'équipe de SFCG sur le terrain a pu le vérifier au siège du FPI. Alors qu'elle y était pour déposer l'invitation de l'activité, le staff a pu constater une dame qui dactylographiait des extraits de naissances. Les participants se sont inquiétés sur la validité de ces extraits de naissance. Selon l'UNOPS les partis politiques aident leurs

militants qui n'ont pas d'extraits de naissance, mais dont les registres existent bel et bien, à se faire établir un extrait d'acte de naissance.

Aussi, les participants ont exprimé, bien que l'opération de reconstitution des registres de l'Etat Civil soit achevée, leurs besoins en information en ce qui concerne ce processus et aussi celui de la modernisation. Par l'intermédiaire de ces forums, ils ont pu savoir que les personnes concernées par la reconstitution des registres de l'Etat Civil pouvaient toujours se rendre que ce soit à la mairie ou à la sous-préfecture pour se faire délivrer un jugement supplétif. Le processus ainsi que les pièces à fournir pour les personnes. Les participants, et plus particulièrement le représentant de la jeunesse des partis politiques, ont par ailleurs insisté sur les garanties de fiabilité que donne la commission de reconstitution des registres de l'Etat Civil.

Durant ces forums, des groupes de travail ont été établis et des aspects pertinents ont été analysés au cours de ces séances de concertation entre les populations, les autorités et autres acteurs des processus de reconstitution des registres d'Etat Civil et sa modernisation.

Nous pouvons mentionner :

- La situation de ceux qui n'ont pas encore leurs extraits d'acte de naissance vu la fin de l'enrôlement
- La situation de ceux qui ont la « carte d'identité verte » et qui n'ont plus d'extrait d'acte de naissance
- Le cas des registres détruits, le cas des étrangers, la marche à suivre pour les erreurs etc.
- Les lieux d'obtention des certificats de nationalité pour les moins de 18 ans dans les zones CNO ?
- Quel est le sort de ceux qui n'ont pas pu participer aux audiences foraines et qui ont l'âge de l'enrôlement ?
- Le cas de ceux qui n'ont pas d'extraits d'acte de naissance, qui n'ont pas participé aux audiences foraines mais qui ont l'âge de l'enrôlement.
- Le processus d'obtention des cartes d'identité et le calendrier y afférant
- Le programme et le calendrier des élections
- Le cas des personnes ayant atteint l'âge de majorité et qui ne sont pas actuellement pris en compte par le processus d'enrôlement en cours
- Le cas des personnes qui n'ont pas d'extrait d'acte de naissance pour cause de registres non retrouvés. La question de la xénophobie.
- Les informations générales relatives au nombre de personnes enrôlées sommes nous à la date actuelle
- La possibilité d'enrôler tous les Ivoiriens en âge de voter avant de procéder aux élections ?
- les garanties que possède la CEI pour nous fournir un listing électoral sans fraude
- Le cas d'enfants déclarés par leurs grands-parents et non pas leur parents directs.
- Les définitions de tous les termes techniques relatifs aux processus de reconstitution des registres d'Etat Civil et de modernisation de l'Etat Civil

Aux différentes préoccupations toutes les autorités habilitées à répondre et qui étaient présentes présents ont tenté d'apporter des éléments de réponses aux participants et donc aux populations.

Toutefois les participants à ces forums/dialogues communautaires ont beaucoup apprécié cette initiative de l'ONG Search for Common Ground de faciliter le dialogue entre les institutions impliquées dans l'opération d'identification et d'enrôlement et la population, afin de lui permettre d'avoir une information crédible en ce qui concerne l'opération. En effet, les localités sélectionnées n'ont pas beaucoup d'information et ne disposent pas de moyen d'accès à l'information en ce qui concerne les grands processus qui concernent le pays. Au cours de ces forums/dialogues communautaires, SFCG a également travaillé avec toutes les parties confondues sur des thèmes transcendant aux processus en question à savoir, la prévention de la violence autour des élections, l'implication de la femme dans le

processus démocratique, la tolérance politique et la bonne gouvernance ». Pour améliorer l'impact de cette sensibilisation, SFCG a fait usage de ses techniques habituelles à savoir le théâtre interactif et participatif, la production d'émissions radiophoniques et de tables rondes.

En résumé, ces forums/dialogues communautaires ont été très instructifs pour tous les participants pour les participants. Plusieurs d'entre eux, surtout ceux des villages, ont approché l'équipe après la session pour exprimer leur contentement. Ils disent ne jamais avoir été associé à une telle activité depuis que l'opération a commencé. Les responsables d'UNOPS eux ont apprécié la méthodologie de SFCG qui consiste à demander d'abord les besoins en information des participants avant de leur donner les informations qui leurs sont nécessaires. Vu le grand besoin en information concernant la reconstitution des registres de l'Etat civil, les radios partenaires de SFCG qui étaient présentes, se sont engagées pour véhiculer les messages d'information aux populations.

Nous vous transmettons quelques interventions des participants, des autorités ainsi que leurs impressions:

« Dans tous les cas si quelqu'un a une carte d'identité verte, la différence avec les cartes d'identité jaune c'est que, avant il y avait le numéro de l'extrait de naissance derrière. Parce qu'aujourd'hui le réel problème de la côte d'ivoire, c'est que les choses ne sont pas informatisées. Donc comme vous avez une carte d'identité verte et que vous n'avez pas le numéro de votre extrait de naissance, vous ne savez pas si votre extrait de naissance est détruit ! Je vous donne un exemple ; parce qu'en Côte d'Ivoire comme, il y a certaines personnes qui sont nées en 1930, mais qui ont été déclaré en 1960. Donc quand il va à l'état civil, on va regarder dans les registres de 1930 ! Mais en réalité il a été déclaré en 1960. Peut être qu'en fouillant très bien, on a remarqué que le monsieur a encore son jugement. Je crois bien qu'on va vers l'informatisation et on va trouver plusieurs ivoiriens qui auront deux ou trois extraits de naissance. Bon avec la carte d'identité verte, si vous connaissez votre lieu de naissance avec la date d'établissement de votre jugement, mais comme vous ne trouvez pas, on va faire la reconstitution pour vous ! Mais cette fois ci, vous allez payer trente mille francs ! Je crois que la carte d'identité verte cause problème. Tant qu'on ne va pas mettre derrière le numéro de l'extrait de naissance, ça va toujours causer des problèmes. C'est à partir de l'extrait de naissance qu'on peut faire tous les papiers et malheureusement on ne met pas le numéro de l'extrait de naissance, sur toutes ces pièces ». **Kouamé Georges, procureur au tribunal de man**

« Nous comptons sur la bonne foi des requérants. Si au niveau de la conservation des registres il y a des feuillets qui n'y sont pas, il peut se poser un problème de conservation des registres ou de bonne foi de l'agent qui a fait l'enregistrement. Mais ce n'est pas à la commission de chercher qui a fait quoi. Mais en fonction du numéro des registres qui a été donné, nous allons dans les archives pour faire des recherches, des fouilles en profondeurs. Si moi j'ai cherché que je n'ai pas eu de résultat, un autre ami poursuit la recherche. Mais il s'avère que ce sont les mêmes résultats qui reviennent. Par exemple un requérant a le numéro 20, dans le registre qui le concerne le numéro 20 est accordé à une autre personne ou bien la feuille est déchirée. Nous avons des exemples ou c'est le sous préfet même qui a signé mais le feuillet n'existe plus. C'est des cas qui arrivent. Il y a aussi les conditions de conservation des registres. Il y a la moisissure. Nous sommes alors obligés d'accepter son dossier pour la reconstitution » **Un membre de la commission de reconstitution des registres de l'Etat Civil de Yamoussoukro**

« En ma qualité de secrétaire de la CEI régionale, je voudrais profiter de ce micro pour adresser tous nos sincères remerciements à Search for Common Ground, à l'endroit tous les participants ici présents. Et nous pensons que vous allez utiliser ce que nous avons donné comme esquisse de réponse à des fins utiles. Pour d'éventuelles situations sur le terrain, nos bureaux au niveau de la CEI régionale sont disposés à recevoir vos préoccupations à tout moment et à toute heure. » **Joachim GOUE, secrétaire**

permanant adjoint de la CEI régionale, chargé de la coordination de l'identification et de l'enrôlement dans la région des Savanes :

Les interventions de SFCG dans les localités de Duékoué, Béoué Zagnan et Bangolo, 2007

Afin d'aider les jeunes à résoudre les conflits dans plusieurs localités (Duékoué, Béoué Zagnan et Bangolo), OCHA avait sollicité l'aide de SFCG. Vu son expertise sur le terrain, SFCG est reconnue parmi ses partenaires comme une ONG qui peut contribuer à la gestion de conflits même les plus enracinés. C'est pourquoi l'organisation a été sollicitée pour un diagnostic et une intervention visant à réduire des affrontements meurtriers entre les jeunes baoulés et les jeunes burkinabés du village de M'bouédio dans la région de Bouaké. Comme cette localité ne faisait pas partie des zones d'intervention de la présente convention, SFCG a dû consulter la délégation de la Commission de l'Union Européenne pour réaliser cette activité.

L'intervention de SFCG dans le conflit entre les jeunes Guéré et Burkinabais à Blodi et Yrozon.

En Juin 2007, au cours des réunions de coordination d'OCHA, SFCG a été sollicitée par ce partenaire pour gérer les conflits dans les villages de l'axe Duékoué - Kouibly.

En commençant par la collecte de données et du diagnostic, SFCG s'est engagée dans la facilitation du dialogue. Elle avait noté dans des rencontres séparées avec les deux parties que les positions étaient très tranchées et empreintes d'une grande méfiance. (Voir l'encadré à droite)

Méfiance, et mauvaise compréhension

« Mais les Guérés que font-ils encore à Duékoué, on a signé le protocole de paix avec les Pakistanais et depuis ils ne veulent pas venir, on ne sait même pas ce qu'ils font là bas. Ils n'ont qu'à venir et puis on va voir. » Ont déclaré de jeunes Burkinabés

« Ces Burkinabés là veulent nous tuer un à un et faire de Blodi un village "Petit Ouaga". Mais tant qu'il nous reste un souffle de vie nous nous battons. Ils nous font parvenir des lettres d'invitation où ils nous demandent de faire venir tous nos vieux, ils veulent effacer la mémoire de Blodi. Si on veut une réconciliation il faut que l'on se rende dans tous les campements surtout les plus reculés pour que ces gens-là lavent leur cœur », Die Dio Seraphin, président des jeunes de Blodi

Une première tentative de dialogue avait été effectuée le 11 juin 2007 par SFCG avec les différents leaders, le chef de canton des Guérés et le chef des Burkinabés de Duékoué et les a formés en techniques de médiation des conflits. Lors de cette rencontre, des engagements avaient été pris de part et d'autre. Mais le défi le plus important était d'organiser une rencontre avec les nombreux jeunes de ces communautés, « les forces vives » du village qui avaient le plus tendance à user de la violence pour régler leurs différends.

Le 25 Juin 2007, SFCG avait facilité une rencontre avec les jeunes de ces communautés (avec la participation du reporter du quotidien français *La Croix*, dont l'article se trouve en annexe). Environ 100 personnes étaient présentes dont plus de la moitié était des Baoulés, Burkinabés, Lobis et Sénoufo et le reste des Guéré avec également la participation d'une dizaine de femmes de l'ensemble ces communautés. Les débats très longs et houleux ont débouché sur des engagements formels.

Résultats

Toutes les communautés décident le 10 juillet 2007 de mener une action citoyenne à savoir nettoyer l'ensemble le village abandonné depuis près d'un an. De plus, à l'initiative des communautés, il est décidé de la mise sur pied d'un comité de paix représentant toutes les communautés et composé de 5 Guérés, 3 Burkinabés, 3 Baoulés, 3 Lobis et 3 Sénoufos, dont 1 femme par communauté et 2 chez les Guérés. Ces personnes ont été sélectionnées par les communautés elles-mêmes en fonction de leur esprit de leadership et surtout de leur disponibilité. Les communautés ont ensuite décidé de la date du 20 juillet pour un deuxième nettoyage.

Pendant cette période SFCG a continué à appuyer les groupes à travers des formations en prévention et gestion des conflits et la culture démocratique. Aussitôt formé, M. Kaboré Emmanuel, un Burkinabé, président du comité de paix et son équipe se sont mis au travail surtout dans le domaine de la gestion du foncier. Le comité donne satisfaction à toutes les parties.

- « *Le Burkinabé qui est à la tête du comité n'agit vraiment pas comme un burkinabé, lui et son équipe gèrent les problèmes et disent la vérité.* » Un habitant de Blodi, gardien à la mairie de Duékoué. »
- « *Ce comité a géré des questions foncières qui datent même de l'avant-guerre. Leur président a permis à celui qui a pris ma terre de venir humblement me la restituer. Ce geste m'a profondément ému. Merci à SFCG.* » Christian Tehi Leyo, chef de Blodi

Aujourd'hui, les deux communautés se fréquentent à nouveau. Les allogènes (Burkinabé, Sénoufo, Baoulé, Yacouba,) viennent à Duékoué (une des réunions du comité de paix qui se tient de manière hebdomadaire à Blodi a eu lieu à Duékoué dans le « quartier des milices »).

Selon Emmanuel Kaboré, président des jeunes burkinabés de Blodi vivant au campement Plateau près de ce village: « *La médiation de SFCG est une réussite car depuis plusieurs années que nous sommes séparés, c'est la première fois que je mets les pieds à Duékoué. Même pour venir en ville mes frères avaient peur pour leur sécurité, mais nous avons compté sur votre présence et tout s'est bien passé.* »

Le 6 septembre, 480 personnes déplacées de guerre étaient revenues s'installer à Blodi. La liste des personnes retournées spontanément est disponible. Les premiers retours remontent au 15 juillet, soit 4 jours après l'opération de nettoyage. Les Guérés de Blodi se disent très rassurés par l'attitude des Burkinabés. .

Un événement de solidarité a été organisé par les communautés pour le retour de la paix à Blodi. La finale du tournoi de football a été un moment opportune d'exprimer leur joie avec le soutien de SFCG. Cette journée s'est déroulée en présence du Gouverneur du Moyen Cavally, du Sous-préfet de Duékoué, du représentant du Maire de Duékoué et de certaines ONG partenaires.

L'intervention à Krougabghue 2

SFCG a effectué une autre intervention dans le village de Krougabghue 2 appelé communément Petit Ouaga entre les communautés bété et burkinabé d'une part et les Burkinabés et les Wobés d'autre part. Avant l'intervention de SFCG et depuis 2004, plusieurs conflits existaient dans le village, notamment :

- un conflit à propos de la construction de l'école
- un conflit sur le re-profilage des routes
- un conflit sur le chantier minier du chef
- un conflit, le plus épineux, sur le lotissement du village, qui n'a pas encore été réglé à ce jour.

SFCG s'est rendu dans ce village et a contribué à résoudre ce conflit l'année dernière à travers des visites et des formations en gestion des conflits, des sessions d'échanges sous forme de formations et des représentations théâtrales sur le thème du conflit de propriété (lotissement).

Aujourd'hui, la méfiance a diminué mais les tâches demeurent pour s'assurer de la mise en place d'un comité de paix pour la gestion des conflits et trouver des solutions pour l'acceptation du lotissement du village. Néanmoins, la multiplication des visites de suivi a contribué à un grand changement dans les discours, les attitudes et les comportements dans ces villages.

k) Echange d'une journée entre facilitateurs communautaires à Daloa et 27 participants, décembre 2007

En Décembre 2007, vingt sept facilitateurs communautaires originaires de différentes régions du pays se sont réunis pour partager leurs expériences en gestion et prévention des conflits et discuter des changements positifs et nouveaux défis observés dans le pays au cours des deux dernières années. Cette session a servi de tremplin pour analyser les opportunités et les risques pour la paix. Elle avait aussi pour objectif d'impliquer les partenaires dans le processus de planification stratégique de SFCG pour les prochaines années.

Après les échanges, SFCG a invité d'autres partenaires y compris les autorités locales à assister à la cérémonie de reconnaissance du travail des facilitateurs et la remise des certificats à ces derniers ..

Résultats

Les facilitateurs ont unanimement constaté un changement dans la dynamique du conflit. Par exemple, les affrontements entre les communautés ont diminué d'intensité alors que la criminalité gagne du terrain dans la plupart des régions. Partant de ces constats, les facilitateurs ont formulé des suggestions pour l'orientation du travail de SFCG dans les années à venir. Par exemple ils ont conclu que les trois conflits les plus récurrents, sont:

- La question foncière
- La question des jeunes
- La question de l'identité

Les changements positifs et négatifs ont été récapitulés dans le tableau ci-dessous:

Changements positifs	Défis
1. Retour progressif des déplacés dans leur zone	1. La corruption généralisée dans les secteurs de la société 2. Le non-respect des lois (impunité, incivisme)
2. Démarrage du processus d'identification	3. Niveau élevé des rackets
3. Redéploiement progressif de l'administration	4. Dégradation des routes et des biens de l'Etat
4. Suppression des zones de confiance	5. Tracasseries routières
5. Rapprochement progressif entre les communautés divisées	6. Accroissement de la pauvreté
6. Libre circulation progressive des biens et des personnes sur toute l'étendue du territoire national	7. Criminalité croissante
7. Reprise des activités commerciales	8. Accroissement du chômage
8. Baisse progressive de l'insécurité	9. L'inflation des prix sur les marchés
	10. La question des jeunes

Les constats et les recommandations des facilitateurs ont fourni une information importante pour la planification stratégique de SFCG

22 échanges sur la bonne gouvernance et la citoyenneté en 2008

En 2008, SFCG et les partenaires OFACI et Club UA avaient réalisé 22 formations sur la démocratie, la gestion des rumeurs et la citoyenneté pour les associations et organisations de jeunes et de femmes dans 25 localités cibles.

La date et le nombre de participants par localité sont repris dans le tableau ci-dessous:

Préfecture	Lieu	Dates (nombre d'échanges)	Nombre de participants Total	Hommes	Femmes
Région des Lagunes	Abidjan - Cocody	Octobre	50	17	33
Moyen Cavally	Duékoué	Février	25	14	11
Moyen Cavally	Toulepleu	Février	18	12	6
Moyen Cavally	Duékoué	Février	22	15	7
Moyen Cavally	Guiglo	Février	22	20	2
Moyen Cavally	Duékoué	Avril	33	...	33

Moyen Cavally	Guiglo	Septembre	44	17	27
Moyen Cavally	Toulepleu	Novembre	15	7	8
Bas-Sassandra	Buyo	Février	35	27	8
Bas-Sassandra	Sassandra	Février	45	22	23
Bas-Sassandra	Djibi (Sassandra)	Mars	55	34	21
Bas-Sassandra	Soubré, Méagui, Buyo	Avril	120	80	40
Bas-Sassandra	Soubré	Mai	35	28	7
Bas-Sassandra	Méagui	Mai	40	23	17
Bas-Sassandra	Dakpadou	Mai	30	26	4
Bas-Sassandra	Sago	Mai	30	25	05
Bas-Sassandra	Sassandra	Juin	60	36	24
Bas-Sassandra	Sassandra	Novembre	80	45	35
Région des montages	Zouan-Hounien	Février	58	48	10
Vallée du Bandama	Bouaké	Mars	54	39	15
Vallée du Bandama	Bouaké	Septembre	60	48	12
Vallée du Bandama	Bouaké	Octobre	60	42	18
TOTAL			699	368	271

Les sujets couverts par les échanges étaient :

1) citoyenneté

- Aperçu sur la démocratie ;
- Définition de la citoyenneté ;
- Citoyenneté et responsabilité ;
- Citoyenneté et militantisme politique ;
- Citoyenneté et respect des uns et coutumes
- Les caractéristiques du bon citoyen.

2) gouvernance

- Définition ;
- Les buts de la gouvernance (le bien-être et le développement) ;
- Les acteurs de la gouvernance
- Les caractéristiques de la bonne gouvernance.

Résultats

Les formations en éducation civique ont rassemblé des partis politiques parfois divisés, des communautés marginalisées ou divisées et des étudiants. Ainsi, les participants ont eu une meilleure compréhension du processus démocratique et électoral et ont pu effectuer des restitutions au sein des communautés. Ces formations ont amené les personnes à effectuer une analyse autocritique et entreprendre ensuite des actions de changement pour promouvoir la démocratie.

Collaboration

A la suite d'une série de sessions d'échange à Yamoussoukro, les participants ont décidé ensemble de créer des activités génératrices de revenus. Ils ont acheté trois portables pour créer des cabines téléphoniques. Ils ont aujourd'hui acquis leur indépendance économique, ce qui réduit le risque de leur

instrumentalisation par les hommes politiques. De plus, une partie des bénéfices réalisés a permis à trois membres d'acheter des fournitures scolaires.

Après un échange avec l'association de femmes, les participants ont su que c'est l'argent des contribuables qui est utilisé pour construire les hôpitaux et assainir les rues et les quartiers. Madame Kra affirme à cet effet que « *désormais, je saurais réagir face aux discours de certains politiciens qui promettent tout aux populations pendant les campagnes* ». Elle a également empêché des jeunes militants de partis politiques différents de s'affronter et les a encouragés à ne plus suivre aveuglement les hommes politiques. Les femmes de cette association ont aujourd'hui une bonne compréhension du rôle du citoyen et un niveau de culture civique amélioré. Après les sessions de formation et d'échanges, l'association a sollicité des sessions complémentaires en gestion administrative afin d'apprendre les techniques de rédaction de rapports, de procès-verbaux, des comptes-rendus et des lettres, afin que l'organisation puisse accomplir sa mission pleinement et aider à l'amélioration des conditions de vie et d'études des étudiants.

C'est le cas des jeunes de Toulepleu qui ne s'enferment plus dans leurs groupes et associations: « *Aujourd'hui les jeunes ont compris la nécessité de travailler ensemble. On remarque que les autres partis politiques (RDR, UDCY, UDPCI, PIT...) assistent aux assemblées générales ordinaires de la JFPI ce qui ne se faisait pas avant. Nous avons entrepris de mettre en place une plate forme d'échanges entre partis politiques. Ce n'est pas encore effectif mais les rencontres et formations organisées par SFCG ont permis de renouer les liens entre nous jeunes des partis politique de Toulepleu* » a déclaré Antoine Pehé du JFPI.

Les formations impliquant les jeunes des partis politiques sont toujours intenses car elles rassemblent des personnes qui dans la ville se regardaient en chien de faïence: « *Je suis surpris de parler avec certaines personnes dans cette salle. On ne s'entendait jamais en ville. Je crois que la grande victoire des formations de SFCG est cette plateforme qui nous a permis de briser les différentes barrières entre partis politiques. Après les formations nous continuons de garder de bons rapports. Ce n'était pas comme ça avant* » Léontine, Présidente des femmes UDPCI Zouan Hounien

Le processus démocratique

Une évaluation a été faite pour les jeunes participants d'une association à KAMI (Yamoussoukro). Ce qui a marqué les jeunes à KAMI est la contribution de la démocratie dans la libre expression des idées. Pour eux la démocratie doit permettre à tous d'avoir la chance d'obtenir un travail. Ainsi, il est regrettable de voir des jeunes avec des diplômes qui sont sans emploi parce que les décideurs ne sont pas justes dans le choix des personnes pour un poste ou des responsabilités particulières au niveau de l'Etat :

« *Dans le processus démocratique, je m'aperçois que c'est comme un enfant que l'on met au monde. Il faut l'éduquer et accepter ses faux pas. Les dents et les langues peuvent se mordre mais ne se rejettent jamais. Avec nos frères Dioulas je peux dire que tout est devenu comme avant. Il n'y a plus de problèmes. C'est vrai, il y a encore un tout petit peu de méfiance à cause de tout ce qu'on avait raconté à propos des étrangers qui voulaient devenir nos chefs. Les politiciens ont véritablement semé la confusion entre nous. Nous ne savions pas que si l'on s'entend, on peut faire des choses ensemble. Comme demander de l'eau potable pour le village, c'est tout le monde qui va en bénéficier.*»

-Le vieux Konan N'guessan du village de Lolobo)

« *La démocratie, c'est la liberté, chacun peut dire ce qu'il pense. La démocratie est comme la paix, le développement, l'entente. Je vois que c'est important, nous devons tous faire des efforts pour que notre association dans le village vive la démocratie et l'on pourra obtenir beaucoup de choses. Actuellement, les relations sont bonnes entre nous et les Baoulés. Nous n'avons plus peur même si nous ne savons pas ce qui est dans le cœur de l'autre. Nous avons eu des problèmes auparavant parce que les Baoulés souhaitaient construire un marché au carrefour du quartier dioula. Mais avec l'aide des ONG comme*

SFCG nous avons pu nous entendre. Nous travaillons avec les jeunes baoulés qui sont des tisserands. Nous leur achetons des pagnes pour que nous teignons et allons ensuite vendre. Sinon par le passé, il y a avait beaucoup de jeunes qui ne faisaient rien. Mais à présent avec le commerce des pagnes baoulés, ils tissent et nous nous occupons de la teinture, nous nous entendons donc à travers ce commerce. Ainsi, je peux dire que nous aussi nous vivons la démocratie chez nous. Nous discutons, chacun est libre de faire ce qu'il veut et nous nous respectons.»

-M.Aboubacar Traoré du village de Lolobo

« En Côte d'Ivoire nous voulons vivre une démocratie, mais nous n'avons pas encore les moyens. Il y a des lois qui existent sur le papier, mais nous n'arrivons pas à les appliquer. Le respect des droits de l'homme laisse à désirer, comment peut-on parler de démocratie ? Souvent nous ne voulons même plus faire d'efforts pour vivre la démocratie dans notre association. Nous ne devons pas nous décourager, la démocratie est partout. Nous devons commencer cela à la maison, au quartier, dans les associations et à partir de là, tout se passera bien au niveau de l'Etat. »

Konan Clément du village de KAMI

En 2008, SFCG avait pu réaliser 93 formations dans des localités différentes sur la Démocratie et Culture Démocratique. La date et le nombre de participants par localité sont repris dans le tableau ci-dessous:

Préfecture	Lieu	Dates	Nombre de participants Total	Hommes
Moyen Cavally	Guiglo	Février, Mars, Mai	106	57
Moyen Cavally	Duékoué	Février, Mars, Juin	120	93
Moyen Cavally	Toulepleu	Février, Octobre	200	111
Bas Sassandra	Méagui	Mai, Septembre, Novembre	135	97
Bas Sassandra	Soubré	Mai, Novembre	225	162
Bas Sassandra	Buyo	Août, Novembre	185	103
Bas Sassandra	Boké	Février	20	05
Bas Sassandra	Tabou	Février	68	46
Bas Sassandra	Sassandra	Février, Décembre	212	98
Bas Sassandra	Méagui	Février	20	00
Bas Sassandra	Meneke	Février	111	92
Bas Sassandra	Sago	Octobre	60	49
18 Montagnes	Man	Février, Mars	88	55
18 Montagnes	Zouan Hounien	Février	80	80
18 Montagnes	Bangolo	Mars, Août	130	70
18 Montagnes	Bin Houyé	Mars	30	30
18 Montagnes	Gloualé	Juin	62	40
18 Montagnes	Téapleu	Juillet	40	30
Région des Lacs	Lolobo	Février, Juin	80	20
Région des Lacs	Oliénou	Février	40	05
Région des Lacs	Djèbonua	Mars	30	14
Région des Lacs	Yamoussoukro	Février, Avril	90	58
Vallée du Bandama	Bouaké	Février, Avril	103	41
Vallée du Bandama	Brobo	Avril	27	00
Région des Savannes	Korhogo	Mars	30	29
TOTAL			2392	1385

Les sujets couverts par les échanges étaient :

1. Qu'est-ce que la démocratie et culture démocratique ? Le fondement théorique de la démocratie.
2. Pour vous quels sont les fondements de la démocratie ?
3. Quelles sont les difficultés ou obstacles au bon fonctionnement de la démocratie ?
4. La tolérance politique
5. Les rôles des femmes et des jeunes dans la prise de décision
6. Leadership et la démocratie
7. Processus électoral et élections non-violentes

Les résultats

Beaucoup de participants à ces formations ont pu avoir la prise de conscience sur la cohabitation des gens de différentes appartenances politiques. Certains participants se sont rendu compte que ce n'est pas facile d'appartenir à un mouvement ou à un parti politique quand dans la majorité des habitants d'une région ou d'un village appartiennent à un autre courant politique. Mais à travers les formations, les participants ont compris que chacun est libre de faire le choix qu'il veut pourvu que cela se fasse dans la transparence et l'intérêt du progrès et non par l'appartenance du groupe ethnique.

Certains participants qui ont suivi les formations ont fait les témoignages suivants :

«Il nous a confronté à d'autres réalités, connaître la cohésion sociale. Les formations ont appris aux femmes d'être de véritables actrices dans la prise de décision. On a découvert la vraie démocratie pendant le symposium. Il m'a appris encore d'être plus solidaire et plus impliquer les femmes dans nos différentes réunions» **Mr. Souleymane Barro – responsable au Senat Bouaké.**

«Pour la région de Tabou qui a souffert de la guerre, ces formations ont permis à la jeunesse de favoriser le changement de langage. Produire des supports pour continuer la sensibilisation sur le terrain» **Dagon Evariste - participant Tabou.**

« Pour moi la formation m'a permis de connaître les devoirs et les droits de l'homme et en plus la collaboration fraternelle » **Monsio Marcus – participant à la formation - Buyo**

«J'ai suivi deux formations très importantes en mon sens. Il y a une formation qui traitait la cohabitation entre les membres des partis politiques. Et là, ce que j'ai retenu, on devait transcender nos considérations politiques pour retenir que la ville de Zouan Hounien est notre bien commun et qu'il faut la préserver. Et la deuxième formation, c'est la responsabilité des jeunes dans les élections non violentes. La jeunesse d'aujourd'hui est une frange de la société qui est incontournable, il fallait que ces gens-là se disent qu'ils ont leurs points de vue à apporter dans les prises de décision dans leurs pays, société ou région.»**Kazro Gonkapiou - participant à la formation - Zouan Hounien.**

«Vous voyez, on a beaucoup souffert ici à Djébonoua. Je veux une vraie démocratie où les gens parlent sans avoir peur. Que les politiciens fassent de la vraie politique qui n'apporte pas la guerre et la division. Je vois que dans la démocratie, c'est nous le peuple qui sommes importants. C'est nous qui décidons. Ce ne sont pas les hommes politiques qui doivent tout faire. J'Comme on le dit le pouvoir appartient au peuple. » **Kouassi N'Dri Clémentine – participant à la formation à Djébonoua**

Femmes à Bouake : Une étude de cas sur comment les leçons acquises sur la paix et la démocratie guident les femmes vers la réconciliation

En juin 2008, Search for Common Ground a conduit une étude de cas pour évaluer et documenter les résultats à long terme d'un colloque sur le leadership et la réconciliation des femmes, tenu à Bouaké en octobre 2007. L'étude de cas vise à évaluer comment les ONGs dirigées par des femmes à Bouaké ont réussi à dépasser leurs différences politiques ethniques et religieuses en implémentant les trois stratégies soulignées lors du colloque à savoir:

- amélioration de l'éducation des filles à travers d'une campagne d'alphabétisation
- développement des activités productives comme un moyen pour combattre la pauvreté
- permettre l'avancement du rôle de la femme dans le processus décisionnel politique.

Pour cette étude, 14 individus, représentant des différentes associations sociales et groupes ethniques, ont été interviewés. L'étude de cas a également impliqué la vision des individus qui n'ont pas assisté au colloque, mais qui par le partage des expériences de ceux qui ont participé à l'événement de SFCG se sont aussi enrichis des leçons apprises.

L'étude de cas a constaté que l'impact le plus immédiat et le plus grand du colloque sur les participants consistait en la possibilité de leur donner un cadre d'interaction ouvert et honnête. Avec l'aide du colloque, les femmes considèrent avoir atteint la réconciliation au sein de leurs cercles. Cette unité récente, a encouragé par la suite, les femmes à lancer des projets à l'échelle communautaire à Bouaké, tels un projet de nettoyage de la communauté et un travail de coopération inter - associatif pour organiser la journée internationale de Femmes.

Des progrès ont également été réalisés au niveau de des trois priorités décrites pendant le colloque national telles l'amélioration de l'éducation des femmes à travers des programmes continus d'alphabétisation. Bien que, ces programmes aient commencé avant le colloque, les femmes attribuent à cette rencontre la réaffirmation de l'importance de l'éducation dans l'avancement du rôle de la femme dans la société. Dans un de ces programmes, organisé par l'ONG AVOMCA, le nombre de femmes étudiantes qui apprennent à lire et à écrire a augmenté grâce à la diffusion du message du colloque.

Une autre stratégie mise en place est le développement des activités productives. Les femmes des associations ont organisé des jardins communautaires afin de produire et commercialiser des légumes, le colloque leur ayant appris l'importance du travail en équipe et du soutien commun afin de travailler pour la stabilité financière. Enfin, d'autres participantes se sont bénéficiées d'activités de micro finances mises en place à partir du colloque en partenariat avec une compagnie internationale de micro crédit.

La troisième stratégie visualisée consiste dans l'amélioration du rôle des femmes dans la politique. Le plus grand changement parmi les femmes à Bouaké introduit par le symposium était la croissance de l'unité et de la coopération sociale. La confiance a été regagnée parmi les femmes qui pourront désormais travailler entre elles indépendamment de leur affiliation politique, ethnique ou religieuse.

Ainsi, le colloque a aidé à améliorer les rapports, à stimuler la réconciliation et la solidarité parmi les femmes.

Eclairant Waraniéné: Une étude de cas sur la façon dont une formation de SFCG a influencé un groupe des jeunes à agir

En juillet 2008, Search for Common Ground a conduit une étude de cas dans le village de Waraniéné pour identifier les effets d'un événement d'éducation civique réalisé de juillet à août 2007, et le rôle qu'il a joué dans la motivation de la jeunesse à s'engager dans la réactivation du courant électrique dans leur village.

Quatre groupes focaux ont été interviewés. L'étude de cas a également impliqué la vision des individus qui n'ont pas assisté aux ateliers.

L'étude de cas a constaté que les participants de la jeunesse ont maintenant une meilleure compréhension de ce que signifie pour eux la citoyenneté en Côte d'Ivoire y compris la connaissance de leurs droits et responsabilités, et le rôle de l'autorité. Les participants ont appris qu'un citoyen doit avoir les documents d'identité appropriés et qu'ils permettent une meilleure compréhension des règles du

droit. Maintenant ils savent que des papiers sont nécessaires dans de nombreuses activités citoyennes comprenant le droit de voter, de voyager, et d'aller à l'école.

L'expérience acquise des ateliers leur a donné la volonté de s'organiser en groupe pour réaliser des projets au niveau de leur communauté. Le premier projet consistait dans la réactivation du courant électrique dans le village. Pendant les deux dernières années, l'électricité dans le village était coupée sans raison apparente. En se basant sur les leçons apprises, les jeunes ont demandé l'intervention de leurs élus, ils ont tenu une rencontre et ensuite ils ont contacté leur conseiller municipal basé à Abidjan.

L'initiative des jeunes n'a pas fini avec le projet d'électricité. Le prochain projet qu'ils envisagent consiste en l'introduction de l'eau courante dans le village. Ils ont compris qu'ils ne doivent pas être passifs, mais qu'ils ont un rôle actif à jouer dans des processus décisionnels afin que de vrais changements se produisent

L'Impact Positif de l'Emission de SFCG sur l'Activité Economique des Artisans de Waraniéné

En juillet 2008, Search for Common Ground a conduit une étude de cas pour explorer et documenter les effets d'un programme de la radio sur l'artisanat dans le village de Waraniéné.

Diffusée en septembre 2007, l'édition du programme *Unis Dans Nos Différences* a essayé de favoriser la relance économique de l'industrie de tissage locale puisque depuis que la crise ivoirienne avait éclaté en 2002, les acheteurs avaient cessé de venir et le commerce, nettement diminué. Le programme de radio comprenait des interviews avec des artisans et des clients qui sont revenus petit à petit après le summum de la crise en 2002. Un mois après l'émission, les artisans ont appelé SFCG pour leur faire savoir que le nombre de clients avait considérablement augmenté grâce aux messages positifs diffusés.

Cette étude de cas analyse comment les volets du programme de la radio ont aidé à dissiper des rumeurs au sujet d'instabilités dans le secteur permettant ainsi au commerce du tissu de regagner sa position économique, même si temporairement. L'étude de cas analyse également les aspects spécifiques du programme de la radio qui ont causé ce changement. Pour cette étude, plus de 20 individus, représentant des artisans et certains groupes cibles d'artisans, ont été interviewés.

Cette étude a constaté que les témoignages du programme de radio notamment d'une cliente venant de Daloa, mentionnant que le secteur n'était pas bloqué et qu'au nord le voyage était facile et sûr ont aidé à congédier des rumeurs de violence dans la région et ont encouragé beaucoup d'anciens clients à revenir. Il y a eu ainsi une montée subite du nombre de clients après la diffusion de cette émission à la radio, permettant ainsi aux artisans de vendre leurs marchandises à des prix plus bénéfiques pour eux.

L'étude de cas a également étudié l'impact du programme sur ceux qui continuaient à fréquenter Waraniéné. 13 individus ont été interviewés parmi 30 clients présents la semaine de la réalisation de l'étude de cas. Parmi les 13, seulement un a mentionné avoir écouté le programme de radio lors de sa diffusion en septembre 2007 mais que l'épisode n'était pas la raison de sa visite à Waraniéné puisqu'il était un client fréquent même avant la diffusion de l'émission.

Depuis la diffusion de la fin de la diffusion de l'émission, la fréquence des clients venant à Waraniéné a encore ralenti. L'industrie du tissu lutte toujours pour regagner son élan économique. Plusieurs causes peuvent l'expliquer:

- La crainte continue d'instabilité politique dans le nord
- La flambée universelle des prix des produits de premières nécessités qui découragent la dépense générale
- Points de contrôle stricts d'Abidjan à Korhogo et à hauts honoraires de douane qui découragent le déplacement au nord

- L'émission qui a été diffusée était une forme de publicité qui doit se faire encore davantage pour informer et rappeler aux auditeurs les efforts de continuation de l'industrie du tissu à Waraniéné.

Quoi qu'il en soit pendant le mois suivant l'émission, les artisans ont noté une augmentation remarquable du nombre de clients et ont attribué cela au programme de la radio de SFCG. Même si le nombre de clients a diminué encore avant cette étude de cas, les artisans de Waraniéné sont reconnaissants pour les gains que le programme de la radio a causés.

En 2009, SFCG a réalisé 64 formations dans des localités différentes sur la Démocratie et Culture Démocratique. La date et le nombre de participants par localité sont repris dans le tableau ci-dessous:

Préfecture	Lieu	Dates (nombre d'échanges)	Nombre de participants Total	Hommes
Moyen Cavally	Guiglo	Février, Juin	142	0
Moyen Cavally	Duékoué	Février, Juin	121	72
Moyen Cavally	Toulepleu	Février, Avril	341	128
Moyen Cavally	Zouan	Mai	43	35
Basassandra	Méagui	Janvier, Juin	150	137
Basassandra	Soubré	Janvier, Juin	173	118
Basassandra	Buyo	Janvier, Juin	122	52
Basassandra	Opouyo	Mai	111	103
Basassandra	Blodi	Mai	62	52
18 Montagnes	Bin- Houyé	Mars, Avril	220	185
18 Montagnes	Bangolo	Mars, Avril	168	98
18 Montagnes	Danané	Janvier, Mars	166	156
18 Montagnes	Zouan Hounien	Mai	20	10
18 Montagnes	Man	Mai	60	60
Vallée du Bandama	Brobo	Mars	60	46
Vallée du Bandama	Djebonoua	Mai	35	35
Vallée du Bandama	Bouaké	Avril	60	50
Région des Savanes	Waraniéné -	Janvier, Mars	75	53
Région des Savanes	Korhogo	Avril	120	76
Région des Lacs	Yamoussoukro	Février, Mars	120	92
Region des Lacs	Kami	Mai	120	104
Règion des Lacs	Lolobo	Avril	120	96
TOTAL			2609	1758

Les sujets couverts par les échanges étaient :

1. Qu'est-ce que la démocratie et culture démocratique ? Le fondement théorique de la démocratie.
2. La manipulation politique
3. La tolérance politique
4. Les rôles des femmes et des jeunes dans la prise de décision
5. Processus électoral et élections non-violentes

Les résultats

Les participants ont eu l'occasion de discuter avec les représentants des différents groupes politique et ethnique sur certaines thématiques de la démocratie comme la manipulation politique, la tolérance et la cohabitation pacifique.



Séances de travail entre jeunes et femmes

Pendant les formations quelques réactions ont été obtenues relatives aux formations assurées :

«Démocratie et bonne gouvernance sont de bons thèmes qui me permettent de faire attention tous les jours dans mon quotidien. Ce n'est pas facile ; on a du chemin à faire mais on ne peut que prendre ce chemin si on veut se développer et partager les ressources de notre pays de nos régions à tout le monde. J'ai aimé la façon dont l'animateur a orienté les choses. C'est vrai par moment on a trop voulu accuser les

dirigeants mais nous sommes aussi responsables de l'acte que posent nos dirigeants de par notre silence ou complicité. Je vous encourage à revenir.» **Silué Samuel FPI – participant à une formation à Korhogo**

«Moi, la satisfaction est totale. C'est la première fois que tous les leaders des partis politiques de jeunes se voient comme cela pour échanger. Moi, j'ai eu un peu peur quand j'ai vu le thème. Je me suis dit qu'on va se disputer encore. Je ne vais rien vous cacher. Dans ce village, il y a trop de politique. Tous les hommes politiques de la région viennent ici je ne sais pas pourquoi. On dirait que nous, nous sommes le seul village de Yamoussoukro. Donc, chaque homme politique veut avoir ses jeunes pour faire des affaires dans le village ; donc cela crée des tensions et des conflits. Le fait de discuter sur la manipulation politique et de nous entendre, je ne peux pas dire merci à votre ONG. Je pense qu'à partir d'aujourd'hui ce sera plus facile pour nous de parler vraiment des choses politiques entre nous car nous sommes tous des frères. Vraiment, merci et grand merci ». **Koussi Koussi Noé – participant à une formation de Yamoussoukro.**

«Ce dialogue a joué un rôle important dans la mesure où nous avons appris l'importance de la démocratie et aussi les responsabilités de chaque citoyen. Autant nous avons des droits, nous avons également des responsabilités comme on nous l'a appris. Je suis en quelque sorte outillé pour les débats entre jeunes et même politiques portant sur la démocratie. Je souhaiterais que ce dialogue se fasse dans l'avenir sous forme de vrais débats pour enfin tirer une conclusion pour tous. Aussi faire des dialogues avec les élus ou les hommes politiques. » **Kofi Frank – participant à une formation à Bouaké**

I) Formation sur les Techniques de Reportage et de Productions Radiophoniques en Période Electorale en Avril 2009

A l'issu du projet« SFCG a organisé une série de formation sur les techniques de reportage et de productions radiophoniques en période électorale. Le but était de permettre aux radios partenaires de maîtriser les techniques de conception, de production, de réalisation des émissions radiophoniques adaptées au contexte électoral afin de prévenir les conflits autour du processus électoral. Le processus démocratique en général, la période électorale est parfois porteuse de tensions exacerbées. La radio locale, médium de proximité par essence, avec l'appui approprié, notamment des formations ciblées et adaptées, peut jouer un rôle crucial dans l'accompagnement citoyen des populations parfois mal

informées , manipulées et exposées à perpétrer ou à être victimes de violences. La présente formation organisée en direction de 30 radios s'inscrit dans la démarche de renforcement des capacités et de professionnalisation des radios locales en vue de leur permettre de mieux s'impliquer dans le processus démocratique en général et le processus électoral en cours dans le pays. Les ateliers de formation ont eu pour principal objectif la maîtrise par les professionnels des radios locales des techniques de production, de reportage radiophonique pour un accompagnement citoyen du processus électoral. Il a été animé par Monsieur Soule Issiaka, principal formateur avec l'appui de Mme Awa Sylla, facilitatrice. L'encadrement (gestion administrative et logistique) a été assuré par les producteurs de Search Common Ground. La formation s'est déclinée en trois sessions d'ateliers animées successivement à Daloa, (du 14 au 17 avril 2009), Yamoussoukro (du 19 au 23 avril 2009) et Korhogo (du 26 au 30 avril 2009).



Les participants à la formation s'exercent aux techniques de reportage pour la réalisation d'une émission.

I. Une approche méthodologique originale et adaptée

Au regard de la disparité de niveaux entre les animateurs et reporters des différentes radios partenaires SFCG, la Directrice Pays de SFCG et le Formateur ont convenu d'appliquer le concept de studio école afin d'optimiser les ressources de l'alliance de la théorie à la pratique. Les sessions se sont donc déroulées entre travaux en salle de formation consacrées aux acquisitions de notions et les exercices pratiques en studio, en situation professionnelle réelle ou en jeux de rôle. Cette méthodologie basée sur

L'évaluation des attentes des participants a porté sur quatre thématiques clé:

1. La production d'une émission radiophonique,
2. le magazine radiophonique, le reportage en radio et l'interview.
3. La production radiophonique
4. La réalisation d'une émission (ou la mise en onde)

Résultats

Les représentants des partenaires radios ont eu l'occasion d'échanger des idées sur les techniques de conception, de production, de réalisation des émissions radiophoniques adaptées au contexte électoral afin de prévenir les conflits autour du processus électoral. Chaque participant a pu rentrer chez lui avec des produits concrets des travaux réalisés dans les différents ateliers de formation à Daloa, à Yamoussoukro et à Korhogo. Ce sont des émissions radiophoniques sur forme de magazine qui ont été gravés sur CD et qui serviront des modèles à suivre. Ces formations dans les trois localités citées ci-dessus ont permis aux participants une maîtrise de certaines connaissances au niveau de la production des émissions radios autour du processus électoral.

Evaluation à mi-parcours - Groupes de Discussion à Daloa avec les radios partenaires en Avril 2009

Dans le but de mieux se situer par rapport à ce qui a été achevé et ce qui reste encore à accomplir dans le partenariat avec les radios, le Coordinateur chargé du Suivi- Evaluation de SFCG-Côte d'Ivoire et son équipe ont réalisé une évaluation à mi-parcours pendant la même période de la formation sur les Techniques de Reportage et de Productions Radiophoniques en Période Electorale. Cette évaluation a réuni les représentants des partenaires radios qui ont participé à la formation de Daloa sur les techniques de reportage et de productions radiophoniques en période électorale.

Résultats

Tous les participants ont pu s'exprimer sur l'intervention de SFCG en matière de formations des partenaires radios ainsi que les appuis que SFCG apporté aux radios en matière d'équipements grâce à ce projet.

Voici ci-dessous quelques remarques qui ont été retenues au cours de ces discussions :

« Avant on ne faisait pas la production numérique. Donc il fallait qu'on puisse entrer dans cette phase. Et je crois que... en antenne, on a pu installer tout le nécessaire pour la production numérique. Il fallait maintenant renforcer les capacités des animateurs et des techniciens à l'utilisation de cette nouvelle forme de production. On a eu même un des nôtres qui est venu faire un mois à SFCG pour pouvoir se perfectionner. » **Représentant de la radio Bondoukou – La voix de Zanzan**

Un producteur de la radio de San Pedro avait également réagi pendant cette discussion : *« En matière de formation il faut dire que nous avons bénéficié des thèmes tels que la gestion des conflits avec Search, en gestion de rumeurs ... il y a d'autres formations sur les formats radiophoniques... . Il y a eu aussi une formation sur le montage numérique avec Search qui s'est tenue à San Pedro ; où ils ont éclaté les formations avec les radios qui étaient proches de la zone de San Pedro... par rapport à la formation du montage numérique. Pour parler du matériel nous avons reçu un MD et puis tout le matériel d'une radio complète.»* **Producteur de la radio de San Pedro**

« Il faut dire que la collaboration avec Search for Common Ground a été une très bonne collaboration ; autant qu'ils nous ont fait confiance et ils nous ont permis de participer à plusieurs formations entre autres sur la presse, les formations sur la gestion de conflit, le journalisme de paix, les techniques de reportage et on a eu même le langage radiophonique et puis l'utilisation des MD et comment faire un montage à partir de prise de sons. Et au niveau de la production conjointe « Synergie », nous avons participé à l'élaboration des modules et nous avons participé à la réalisation aussi des émissions de synergie. » **Directeur Adjoint – La voix de 18 Montagnes**



En général, le feedback obtenu des radios partenaires était très positif comme les discussions pendant cette évaluation avaient indiqué. Le rapport complet et détaillé de cette formation est disponible sur demande.

Événements de solidarité à Bouaké en Juin 2009

Les deux journées de solidarité organisées à Bouaké, dans la Vallée du Bandama, du 26 et 27 Juin 2009, avaient deux objectifs majeurs. D'une part, il s'agissait de réunir les facilitateurs et leurs groupes respectifs, qui ont été touchés par les initiatives de SFCG, pour capitaliser les enseignements appris à travers le projet IEDDH et de sensibiliser la population locale sur la nécessité de participer au processus démocratique sans violence. D'autre part, ces événements visaient à sensibiliser 13 radios partenaires en provenance des autres régions à couvrir en direct les événements divers relatifs au processus démocratique et à l'éducation civique. Le thème choisi par les jeunes et les facilitateurs de Bouaké pour abriter les journées de solidarité était : « Non à la manipulation politique. Oui à la tolérance »

En plus des formations, des sessions d'échange et des productions radiophoniques réalisées par ses agents, SFCG a formé des facilitateurs communautaires susceptibles de pérenniser l' action dans leurs communautés respectives. La conjugaison de ces différents moyens d'action a permis à SFCG de contribuer à la réalisation de changements tangibles dans les zones de Bouaké.

Au total, ces deux journées de solidarité ont réuni un total d'environ 1000 personnes qui ont participé à différentes activités comme Les sessions d'échange, le panel radios, projection du film, match de football, théâtre interactif ainsi que des danses folkloriques. Parmi les participants, il y avait plusieurs représentants d'associations et des autorités administratives et politiques.

Alors que le panel a ainsi permis de créer une plate-forme entre les autorités locales et la population civile pour débattre sur le rôle que peuvent avoir les institutions dans la promotion d'une éducation civique, les sessions d'échanges ont quant à elles ont permis d'engager le dialogue sur les notions d'inclusion et de tolérance dans le processus électoral . Notamment, pour promouvoir les valeurs morales et le respect réciproque Les participants ont convenu de la nécessité de mettre en pratique les valeurs morales et le respect réciproque afin de les répercuter dans leurs comportements et dans leurs entourages.

Résultats

L'événement de solidarité de Bouaké a aussi permis aux facilitateurs et à leurs groupes respectifs de se réunir et de parler de leurs responsabilités en tant que facilitateurs communautaires et de leur engagement dans la pérennisation des actions une fois le projet terminé. Les radios partenaires ont mis en pratique les techniques de couvrir des événements divers relatifs au processus démocratique et à l'éducation civique.

o) Renforcement des capacités des radios partenaires.

SFCG a octroyé un nombre de matériel technique aux radios partenaires grâce au financement de cette action. Le matériel octroyé est adapté aux besoins et aux capacités techniques des radios partenaires et a été acheté chez des fournisseurs spécialisés en Côte d'Ivoire et en Belgique. Le matériel est composé des équipements suivants :

- 1 ordinateur HP Compaq DX 2400 micro Tower avec écran de 19 pouces, ram 1go, unité centrale, souris Ps2 laser, clavier, onduleur Mistral 1000ST, régulateur de tension PCG1200
- 1 Kit de reportage numérique
- 1 enregistreur numérique zoom H4 avec étui de transport
- 1 casque citronic HP 500 pro
- 1 micro Sennheiser e815
- 1 carte mémoire 512 Mo
- 1 chargeur allume cigare
- 1 chargeur secteur
- Câble USB
- 4 batteries chargeables
- 1 chargeur de batteries
- casques professionnels d'écoute « MAX DJ Headphone-9»
- micros SHURE SM58 + cordon + étui de transport + support pour les micros

La liste du matériel a été établie sur base des besoins exprimés par chaque radio. Il faut signaler que pour chaque rétrocession du matériel, une convention d'attribution du matériel est signée avec la radio stipulant les conditions d'utilisation du matériel. Ces conditions s'alignent sur les objectifs du projet et sont axées sur le respect de la déontologie des médias, à savoir la responsabilité ; la vérité ; l'indépendance et le respect de la personne humaine

	Station radio	Ordinateur	Casques	Kit complet	Table de mixage	Micros
1	Radio San-Pedro		*	*	*	*
2	Radio Denguélé d'Odienné		*	*	*	*
3	Radio la voix des 18 montagnes		*	*	*	*
4	Radio Issia		*	*	*	*
5	Radio la voix du Zanzan		*	*	*	*
6	Radio Zanzan		*	*	*	*
7	Radio notre dame de Yakro		*	*	*	*
8	Radio Etoile de Danané		*	*	*	*
9	Radio Tchrato de Daloa		*	*		*
10	Radio RPG de Korhogo		*	*		*
11	Man FM		*	*	*	*
12	Ivoire Fm		*	*		*
13	Radio Guiglo	*	*	*	*	*
14	Radio Toumodi	*	*	*	*	*
15	Radio Nionfoin	*	*	*		*
16	Radio Duékoué	*	*	*		*
17	Radio Ferkessédougou	*	*	*	*	*
18	Radio Abengourou	*	*	*		*
19	Radio Leboutou Dabou	*	*	*	*	*
20	Radio Fraternité Divo	*	*	*		*
21	Radio Elite	*	*	*		*
22	Radio Côte d'Ivoire	*	*	*	*	*
23	Radio Lepin d'Alépé		*	*		*
24	Radio Tabou	*	*	*		*
25	Radio Soubré	*	*	*		*
26	Radio Sassandra		*	*		*
27	Radio Toulepleu	*				
28	Radio Satellite FM			*	*	*
29	Radio Dikodougou	*	*	*	*	
30	Radio BUYO	*	*	*		*
31	Radio Napié	*	*	*	*	

Durabilité de l'Action et Soutien aux Initiatives des Facilitateurs Communautaires

SFCG a initié un réseau de facilitateurs qui des personnes ressources dans les communautés et a renforcé leurs capacités sur la thématique du processus démocratique et électoral inclusif et non violent à travers une mobilisation sociale. L'Action s'est appuyée sur ce réseau en là où les partenaires Club UA et OFACI n'étaient pas fortement présents pour faire la mobilisation sociale autour de l'éducation civique et l'observation électorale. A la fin du projet, une trentaine de facilitateurs travaillent avec SFCG mais une dizaine de facilitateurs se sont révélés réellement actifs et engagés dans leurs communautés respectives.

En effet, sur la période d'avril 2009 à juin 2009, ces facilitateurs ont effectué des rencontres, session d'échanges et formations dans leurs zones d'actions respectives avec une participation importante de la

population. SFCG les a assistés sur le plan technique, financier et surtout les a guidés dans le choix des thèmes à traiter.

On peut citer à titre d'exemple :

- a) la session d'échanges à Bouaké, Guiglo, Yamoussoukro, Korhogo sur la Tolérance Politique, effectuée par l'ONG Téré dirigée par la facilitatrice Alizata Tapsoba
- b) les sessions d'échanges Bangolo sur les droits et devoirs du citoyen par Yaya Traoré
- c) le dialogue communautaire sur l'ethnicité à Guiglo, par la facilitatrice Madeleine Droh Ladj
- d) Les sessions sur les droits et les devoirs du Citoyen à Duékoué par Gbahou Albert
- e) Les formations, sessions d'échanges et dialogues communautaires sur la tolérance politique, la manipulation politique à Bin Houyé et Sassandra



Alizata Tapsoba, Présidente de l'ONG Téré, en séance de travail avec les participants.

Ces activités avaient pour but de :

- Permettre aux participants particulièrement les jeunes et les femmes des différents partis politiques venant de différents partis politiques d'exprimer leurs opinions sur les avantages et les barrières liées à la politique.
- Informer et encourager la communauté à avoir une meilleure participation lors des élections et à s'impliquer davantage dans le processus démocratique en connaissant leurs droits et devoirs en tant que citoyens
- Encourager les participants à s'impliquer activement dans les prises de décisions et aussi relayer ces informations dans le milieu rural où les droits et devoirs sont méconnus des populations
- Faire comprendre aux femmes et aux jeunes leurs rôle et responsabilités dans le processus démocratique et le processus électoral en particulier



Groupe de Travail à Duékoué

- Encourager les jeunes et les femmes à prendre leurs responsabilités dans le processus démocratique afin de maintenir la cohésion dans leur localité et à prévenir les violences autour des élections
- Amener les participants à connaître les notions de base de la bonne gouvernance et engager la discussion sur les stratégies et avantages de la bonne gouvernance en utilisant les différents outils comme le film télévisé.
- Amener les participants à échanger sur les causes de la mauvaise gouvernance, ses conséquences et sur le développement de leur région et proposent des solutions



Les participants au dialogue Communautaire de Sassandra

Tous ces objectifs répondaient à un but général qui est celui du projet, à savoir

- Appuyer le développement de structures locales qui servent de plateformes permettant à d'autres voix de s'exprimer et faire l'éducation civique et électorale
- Renforcer la participation informée et responsable dans le processus électoral, en particulier des femmes et des jeunes

Résultats

Les résultats enregistrés sont les suivants :

- a) Meilleure compréhension de la part de la population des thèmes démocratiques et électoraux notamment les concepts de tolérance et d'intégration
- b) Volonté de s'engager et de participer activement dans les processus démocratiques
- c) Application des connaissances de bonne gouvernance au niveau des organisations de bases qui ont participé à ces activités
- d) Naissance et prise de conscience de l'importance du plaidoyer
- e) Connaissance des droits, devoirs et responsabilité du citoyen & Importance de l'éducation civique
- f) Etablissement progressif d'une plateforme de communication ouverte et sincère
- g) Engagement pour former des comités de sensibilisation dans les villages et localités reculées.

Quelques observations

- a) Une participation avoisinant les 890 personnes avec un équilibre d'hommes et femmes
- b) Participants variés : autorités politiques, leaders d'opinion, communautés, société civile, chefs coutumiers, autorités religieuses, représentants et militants de partis politiques, jeunes adultes.

« Les participants ont longuement échangés sur le contexte et les nombreuses difficultés liés à l'insécurité dans leur localité. Concernant le processus démocratique, ils ont reconnu que la contestation des résultats d'élections à différents niveaux faisaient parti des raisons pour lesquelles leur ville n'a pas de conseil général et donc pas de possibilité réelle de développement. Ils ont souhaité que les jeunes soient formés afin d'accepter les résultats des urnes et éviter la violence pendant le déroulement des élections, qu'elles soient législatives, municipales ou présidentielles » **Albert Gbahou, Facilitateur Communautaire de Duékoué**

« Il faudrait qu'on se dise les vérités, je suis un fils de Sassandra, je suis neyo mais je reconnais que mes parents sont partisans du moindre effort, ils ne cherchent pas à développer la ville, ils préfèrent tendre la main aux politiciens qui en profitent bien. Le deuxième problème c'est que les autorités qu'elles soient administratives ou coutumières, n'arrivent pas à bien gérer les conflits. Et enfin le troisième problème, c'est que les autres ethnies qui vivent ici avec nous se mettent parfois à l'écart et n'arrivent toujours pas à s'adapter à la vie des Neyo, originaires de la région.» **Inès Valère, participante, Sassandra**

« Le problème de Sassandra est tout simplement lié au manque d'emploi et à la pauvreté des jeunes et des femmes, si il y avait des sociétés ou des usines qui employaient des jeunes ou encore si les femmes avaient leur petit commerce, ils ne suivraient pas les hommes politiques. Il n'y a pas de réelle mésentente entre les habitants de Sassandra, mais la mésentente c'est entre les cadres eux mêmes » **Mme Pareiso, Opérateur économique de Sassandra**

« Ce que je viens d'apprendre là, je vais prendre pour aider les filles de notre association, et puis, on peut aussi utiliser ça pour notre village quand un jour on aura notre maire ici » **Yao Ahou Chantal, à Lolobo/Yamoussoukro**

« J'ai été satisfait par le thème. Il faut dire que c'est d'actualité. SFCG- Terrain d'Entente touche à point nommé le mal de notre département et mieux notre région. » **Un participant à Tabou**

« L'esprit des groupes de travail. La compréhension du mot la tolérance politique et l'esprit d'ouverture des organisateurs et du formateur. Je m'engage à faire la promotion de la tolérance dans le milieu où je me trouve. Je propose que ces séminaires soient multiples afin que la culture de la tolérance s'installe en chacun de nous et soit dans notre marche quotidienne » **Alizata Tapsoba, Facilitatrice Communautaire à Bouaké**

Etude de Cas: Effets des Activités Communautaires et Médiatiques sur la Participation des Jeunes de Sassandra au Processus Démocratique

En avril 2009, Search For Common Ground (SFCG) a fait une étude de cas pour examiner l'impact de ses activités communautaires et médiatiques à Sassandra, une ville située dans la région de Bas-Sassandra dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire. En particulier, l'étude de cas visait à *évaluer jusqu'à quel point les activités de SFCG ont affecté la participation des jeunes au processus démocratique.*

Avec le soutien financier de l'Initiative Européen pour la Démocratie et les Droits Humains, SFCG a mis en place un programme à Sassandra, ainsi que dans 14 autres localités dans tout le pays, pour soutenir le processus démocratique en Côte d'Ivoire. Lancé en 2007 avec l'espoir que les élections nationales auront lieu pendant la vie du projet, les objectifs spécifiques ont inclus un renforcement de la participation informée et responsable des citoyens ivoiriens dans le processus électoral.

Le projet visait à aboutir à cet objectif en utilisant une combinaison d'activités médiatiques avec des activités communautaires avec comme cible les femmes et les jeunes. Depuis l'éclatement du conflit en Côte d'Ivoire en 2002, les jeunes ivoiriens sont face aux défis particuliers, y inclus le chômage sévère à cause d'une crise économique qui a commencé même avant le conflit. Avec peu d'espoir pour trouver du boulot, et des tensions entre groupes ethniques exacerbés par le conflit, les jeunes sont facilement devenus des cibles faciles de manipulation parmi des politiciens et des leaders d'opinion ; beaucoup de jeunes hommes et femmes ont joués un rôle actif, des violents, dans le conflit. Par conséquent, les jeunes sont devenus manipulés dans l'intérêt des politiciens au lieu des participants authentiques dans le processus démocratique, et la méfiance entre les générations a accrue.

Cependant, SFCG croit que les jeunes peuvent jouer un rôle important et transformatif dans la gestion des conflits et le maintien de la paix, profitant de leur leadership charismatique, leurs capacités d'organisation, et leurs approches créatives à la résolution des problèmes. Comme la majorité de la population dans le Côte d'Ivoire, c'est important davantage que la jeunesse soit impliqué dans le processus démocratique, afin d'assurer le soutien populaire des éventuels élus. Les activités organisées par SFCG à Sassandra a soutenu ce but de la promotion de la participation des jeunes au processus démocratique en établissant des partenariats avec des leaders et des membres des groupes de jeunes locales, et en facilitant des sessions d'échange et des formations dans la communauté. Cette étude se focalise sur les effets de *quatre activités communautaires* qui ont eu lieu à Sassandra en 2008, y inclus les activités sur les thèmes de la démocratie, la culture démocratique, la gestion des rumeurs, et le leadership, combiné avec l'impact des émissions radiophoniques de SFCG diffusées en 2008 qui ont touché sur les thèmes de la participation des jeunes au processus démocratique.

La collecte de données pour cette étude a été réalisée avec plusieurs outils de recherche, en l'occurrence une *analyse de documents*, *deux focus groups* (consistant des jeunes hommes et femmes

qui ont assisté à au moins une activité parmi ceux mentionné au-dessus), *cinq interviews individuelles avec les personnes clés*, et un *mini survey* où *40 résidents* des huit quartiers de Sassandra étaient interviewés. Cette méthodologie a tenu compte d'une variété d'opinions et points de vue de plusieurs intervenants:

- Jeunes femmes et hommes qui ont assisté aux activités communautaires de SFCG ;
- Leaders communautaires, leaders religieux, et autorités locales ; et
- Membres de la communauté élargie, quelques personnes qui ont assisté aux activités communautaires ou qui écoutent régulièrement les émissions radiophoniques de SFCG, et d'autres qui n'ont jamais entendu parler de SFCG.

Résultats:

A travers une analyse des données collecté avec les outils de recherche mentionnés ci-dessus, cette étude a conclu que les activités communautaires réalisées par SFCG à Sassandra en 2008, combiné avec les émissions radiophoniques de SFCG touchant sur les questions liés aux jeunes, ont contribué aux changements suivants:

- Un renforcement de connaissances des jeunes sur leurs droits et responsabilités, particulièrement concernant leur responsabilité à respecter les lois et les institutions de la Côte d'Ivoire ;
- Un changement de perception de soi-même chez les jeunes concernant leur rôle dans la société, notamment d'agresseur au gardien de la paix, de victime de manipulation au penseur analytique et indépendant, et de passif et désillusionné à participatif et plein d'espoir ;
- Un risque diminué de la manipulation politique des jeunes, à cause d'une croissance de confiance en soi et des capacités d'analyse ;
- Plus de confiance dans les jeunes à cause d'une croissance de crédibilité des jeunes perçus parmi les autres membres de la communauté ;
- Des pas vers l'inclusion davantage des jeunes dans la prise de décisions, surtout parmi des chefs traditionnels ;
- Une augmentation de participation des jeunes au processus démocratique à travers le civisme et la mobilisation communautaire, exemplifié par le « club d'écoute » de Sassandra.

Même s'il y a d'autres interventions qui ont contribué aux conclusions ci-dessus, les témoignages et les histoires collectés pendant l'étude prouvent un lien entre les activités de SFCG et les changements de connaissance et de comportement observé à Sassandra. En même temps, l'information, les attitudes et les opinions révélées à travers le survey communautaire montrent qu'il y a encore du travail à faire pour surmonter la méfiance et les tensions intergénérationnelles, et pour impliquer davantage les jeunes dans les prises de décisions au niveau communautaire à travers une amélioration de communication et des relations avec les autorités administratives locales.

Pour plus de détails, Voir Rapport sur l'étude de cas annexé au présent rapport.

Etude de Cas: Effets des Activités communautaires et Médiatiques sur la Participation des Femmes de Guiglo au Processus Démocratique

En avril 2009, Search For Common Ground (SFCG) a fait une étude de cas pour examiner l'impact de ses activités communautaires et médiatiques à Guiglo, une ville située dans la région du Moyen-Cavally dans l'ouest de la Côte d'Ivoire. En particulier, l'étude de cas visait à *évaluer jusqu'à quel point les activités de SFCG ont affecté la participation des femmes au processus démocratique.*

Avec le soutien financier de l'Initiative Européen pour la Démocratie et les Droits Humains, SFCG a mis en place un programme à Guiglo, ainsi que dans 14 autres localités dans tout le pays, pour soutenir le processus démocratique en Côte d'Ivoire. Lancé en 2007 avec l'espoir que les élections nationales

auront lieu pendant la vie du projet, l'objectif spécifique était de renforcer la participation informée et responsable dans le processus électoral, en particulier des femmes et des jeunes.

Le projet visait à aboutir à cet objectif en utilisant une combinaison d'activités médiatiques avec des activités communautaires avec comme cible les femmes et les jeunes. Depuis l'éclatement du conflit en Côte d'Ivoire en 2002, les femmes ivoiriennes ont enduré des détresses disproportionnées résultant de la violence et de l'instabilité sociale et politique associé à la crise, en plus qu'une marginalisation sociale des femmes qui existait même avant le conflit. Mais avec les leçons apprises à partir des succès passés, dans les pays voisins tels que la Sierra Leone et le Liberia, SFCG regardait la période post-conflit comme une opportunité pour engager les femmes dans le processus démocratique et le processus de paix.

SFCG, en collaboration avec des associations locales des femmes de Guiglo, a soutenu l'objectif de la promotion de la participation des femmes au processus démocratique en facilitant des formations, sessions d'échange, et forums publics dans la communauté. Cette étude s'est focalisée sur les effets de quatre activités communautaires qui ont eu lieu à Guiglo pendant l'année 2008, notamment les sessions d'échange et les formations sur le sujet de la démocratie, la culture démocratique, et le leadership.

La collecte de données pour cette étude a été réalisée avec plusieurs outils de recherche, en l'occurrence une analyse de documents, deux focus groups (un groupe d'hommes et un groupe de femmes), sept interviews individuelles avec les personnes clés, et un mini survey où 43 résidents des 13 quartiers de Guiglo étaient interviewés. Cette méthodologie a tenu compte d'une variété d'opinions et points de vue de plusieurs intervenants :

- Femmes et hommes qui ont assisté aux activités communautaires de SFCG ;
- Leaders communautaires et autorités locales ; et
- Membres de la communauté élargie, quelques personnes qui ont assisté aux activités communautaires ou qui écoutent régulièrement les émissions radiophoniques de SFCG, et d'autres qui n'ont jamais entendu parler de SFCG.

Résultats:

À travers une analyse des données collectées avec les outils de recherche mentionnés ci-dessus, on est arrivé aux conclusions suivantes :

- Les femmes qui ont assisté aux activités communautaires de SFCG à Guiglo ont démontré une augmentation de connaissances et des capacités renforcées au niveau du leadership, du processus démocratique, et des droits et devoirs du citoyen ;
- Les femmes qui ont assisté aux activités communautaires et qui écoutaient les émissions radiophoniques de SFCG à Guiglo ont démontré une augmentation au niveau de leur confiance à elles-mêmes par rapport à leur capacité à exprimer leurs opinions et préoccupations, ainsi qu'une croissance d'opportunités pour faire entendre leurs voix ;
- Les hommes qui ont assisté aux activités communautaires et qui écoutaient les émissions radiophoniques de SFCG à Guiglo ont démontré, de plus en plus, une ouverture d'esprit et des attitudes et comportements positifs par rapport à la participation des femmes au processus démocratique;
- Les femmes qui ont assisté aux activités communautaires et qui écoutaient les émissions radiophoniques de SFCG à Guiglo ont démontré un esprit de solidarité et d'unité entre des groupes divisés.

Même s'il y a d'autres interventions qui ont contribué aux conclusions ci-dessus, les témoignages et les histoires collectés pendant l'étude prouvent un lien entre les activités de SFCG et les changements de connaissance et de comportement observé à Guiglo. En même temps, l'information, les attitudes et les

opinions révélées à travers le survey communautaire montrent qu'il ya encore du travail à faire pour arriver à une participation élargie des femmes au processus démocratique, particulièrement au niveau de la création d'un espace et des opportunités pour faire entendre les voix des femmes non scolarisées qui ne parlent pas français.

Pour plus de détails, Voir Rapport sur l'étude de cas annexé au présent rapport.

3 Partenaires et autre coopération

3.1 Relations entre les partenaires formels de cette action

Cette action (projet) est mise en œuvre avec deux partenaires actifs. Il s'agit de *l'Organisation des Femmes Actives en Côte d'Ivoire (OFACI)* et du *Club Union Africaine (Club UA)*.

a) Organisation des Femmes Actives en Côte d'Ivoire (OFACI)

La relation avec OFACI a permis de développer un partenariat durable au bénéfice des populations. En effet, les représentants d'OFACI ont une excellente compréhension de la réalité des droits de l'Homme en particulier les droits de la Femme et une meilleure connaissance du contexte politique et électoral du pays. Ainsi ces connaissances ont permis à OFACI de collaborer étroitement avec SFCG lui permettant d'atteindre les but et objectifs de l'Action. Les agents de terrain d'OFACI qui travaillent avec ceux de SFCG ont été intégrés à l'équipe et continuent de mettre en pratique les connaissances acquises au cours de leur expérience avec SFCG. De plus, la direction d'OFACI s'est toujours montrée disponible et a participé activement au développement des activités ainsi qu'aux différentes réunions stratégiques de travail.

En matière de capacité institutionnelle et de procédures internes, les rapports narratifs et financiers de l'organisation OFACI ont respecté les normes requises par SFCG et ont apporté l'information nécessaire via des analyses pertinentes qui ont permis d'améliorer le partenariat et surtout de rendre le travail plus efficace rendant donc la contribution de la Commission Européenne fort efficiente.

En général, la relation professionnelle et institutionnelle avec le partenaire OFACI s'est développée et le partenariat entre SFCG et OFACI a permis à cette organisation de renforcer ses capacités institutionnelles. Il est important de mentionner que l'organisation OFACI est devenue totalement autonome. SFCG se réjouit de constater que l'organisation OFACI est devenue très dynamique que l'expérience acquise à travers cette Action permet à cette organisation de travailler étroitement avec les communautés. C'est un grand résultat sur le plan du transfert des compétences.

b) Club Union Africaine (Club UA)

Tel que mentionné dans un des rapports intermédiaire, le Club UA a, au départ du projet, manifesté son enthousiasme à participer activement à la mise en œuvre du projet en assistant aux réunions et aux formations. Cependant, il faut noter que l'instabilité et le changement fréquent des agents de terrains affectés au projet a eu pour conséquence la nécessité de renforcer continuellement les capacités des agents opérationnels du Club UA retardant ainsi le développement du partenariat et donc de l'Action sans oublier la faible participation des agents de terrain du Club UA dans les réunions de planification. Cependant, Club UA et SFCG reconnaissent avoir renforcé les capacités des agents opérationnels de Club UA à travers les multiples formations qu'ils ont bénéficié mais aussi les techniques d'élaboration des projets d'activités.

Sur le plan institutionnel, les agents opérationnels de Club UA n'ont pas su faire usage de leurs expertises en matière de démocratie et des droits de l'Homme et n'ont malheureusement pas pu apporter les connaissances, l'expérience et le savoir-faire relatifs à ces domaines-ci pour lesquels, le Club UA avait été inclus dans le partenariat.

3.2 Relations entre SFCG et les autorités étatiques

Grâce à ce projet, SFCG a développé et continue de développer des bonnes relations avec les autorités surtout à travers les émissions radios qui trouvent en SFCG une plateforme d' et un pont de liaison avec les communautés qu'ils représentent.. SFCG leur donne l'occasion d'apprendre à travers les émissions, les points de vue des populations et saisissent l'occasion de fournir des informations et ou réponses liées aux préoccupations des populations. Certaines autorités ont approché SFCG pour l'encourager à étendre son travail aux autorités qui , aussi ont besoin de renforcer davantage leurs connaissances sur les notions de démocratie et de bonne gouvernance.



Un représentant du Gouvernement lors d'une émission sur la Reconstitution des Registres d'Etat Civil.

3.3 Relations avec toute autre organisation impliquée dans la mise en œuvre de l'Action

Le projet a permis à SFCG de développer des activités conjointes a NDI et les institutions impliquées dans le processus démocratiques en récurrence la Commission Electorale Indépendant et L'ONI ce qui a permis de créer des synergies de manière continue.

3.4 Liens développés avec d'autres actions

Ce projet a suscité beaucoup d'actions corroborant l'objectif global du projet. Ces actions se concentrent notamment sur le rôle de la femme dans la consolidation de la paix et le processus démocratique appuyé par le PNUD et l'UNIFEM, la promotion des enfants à travers le projet « Promouvoir le leadership chez les jeunes et les enfants » soutenu par l'UNICEF, la recherche sur le processus d'identification appuyée par la Banque Mondiale ; le projet « Réconciliation et Gestion de Conflits entre les communautés divisées de la Côte d'Ivoire » financé par le bureau CMM de l'USAID dont l'objectif est de favoriser la réconciliation entre les groupes ethniques et religieux divisés tout en renforçant les capacités des leaders communautaires en gestion des conflits. De plus, l'action a été complétée dans sa dernière phase de 2009 par le projet « Soutenir le dialogue pour un Leadership des Jeunes en Côte d'Ivoire » financé par le bureau DRL du Département d'Etat des Etats Unis. Ce projet a pour but de renforcer les capacités des Jeunes à prévenir les conflits et à promouvoir la tolérance tout les sensibilisant à avoir une implication fondamentale dans la prévention de la manipulation et la violence autour des élections à travers une promotion de dépolitisation du dialogue entre les groupes de Jeunes.

3.5 Renforcements de subventions précédentes

Ce projet est complémentaire aux deux subventions précédemment financées par la Commission Européenne à savoir PURII et PURIII dont l'objectif est de réduire les tensions et renforcer les capacités locales à gérer les conflits.

4. Evaluation finale du projet

Une évaluation finale a été menée au mois de juillet 2009 afin d'évaluer l'impact des activités de SFCG sur les femmes et les jeunes, et en particulier sur leur connaissance et participation au processus démocratique. La recherche avait pour but de mesurer les connaissances du public et la part d'audience des programmes de SFCG, l'importance des activités sur les femmes et les jeunes, surtout leur niveau de connaissance et leur participation dans le processus démocratique. La recherche a mesuré la connaissance, les attitudes et les comportements de ceux qui ont participé aux activités de sensibilisation et a mesuré la prise de conscience et le niveau de l'écoute des émissions radio de SFCG.

L'évaluation a été menée dans sept localités à savoir Man, Danané, Soubré, Tabou, Abidjan, Bouake et Yamoussoukro. L'échantillon de l'enquête se composait d'un tiers de Jeunes Femmes (18-35 ans), d'un tiers de Femmes d'Age Mûr (36-59 ans) et d'un tiers de Jeunes Hommes (15-35). L'âge moyen de tous les répondants était de 32 ans. Plus des trois quarts (77%) sont alphabétisés et les répondants sont généralement instruits et la plupart (80%) ont effectué des études incomplètes.

Les conclusions de l'évaluation ont révélé que les activités entreprises dans le cadre du projet de l'IEDDH ont eu un impact sur les populations cibles en Côte d'Ivoire.

Les Dialogues Communautaires et les Séances d'Echanges semblent avoir réussi à améliorer la compréhension du processus démocratique, en particulier pour les Jeunes Hommes. En effet, ces derniers ont signalé qu'ils ont développé leur compréhension grâce aux Dialogues Communautaires (91%) et Séances d'Echanges (90%). Les réunions communautaires ont été citées comme la deuxième source la plus fiable d'informations (après Internet), ce qui laisse penser que cette approche devrait être poursuivie pour impliquer et informer les jeunes et les femmes.

Les personnes interrogées écoutent beaucoup la radio et sont très intéressées par tous les types de programmation. De plus, la plupart des auditeurs écoutent la radio chaque jour ou presque tous les jours (71% des auditeurs). Plus des deux tiers des personnes interrogées ont entendu parler d'au moins un programme de SFCG, un résultat qui suggère que ces programmes fournissent un contenu intéressant pour la population cible.

En termes de réalisation des résultats escomptés du projet, l'enquête a révélé ce qui suit:

- **Augmentation de la disponibilité d'informations diversifiées sur le processus démocratique** : Les personnes interrogées ont déclaré que les médias ont fourni des informations sur le processus et elles sont conscientes et ont entendu les programmes de SFCG.
- **Communication renforcée de manière à encourager la discussion et la participation de tous les acteurs, y compris les groupes marginalisés** : Les jeunes et les femmes se sentent encouragés à participer aux discussions et ils ont plus confiance en leur capacité à le faire.
- **Meilleure compréhension par les citoyens, en particulier les jeunes (les Jeunes Hommes et Jeunes Femmes) et les femmes, des étapes du processus démocratique ainsi que de leurs droits et responsabilités** : Les jeunes et les femmes dans les trois groupes cibles ont tous dit avoir accru leurs connaissances des étapes du processus démocratique et de leur rôle dans le processus et être capables de faire les liens entre ces étapes et leurs rôles.
- **Capacités locales de résolution des conflits renforcées (médias, partenaires locaux, citoyens)** : La plupart des auditeurs ont déclaré avoir entendu à la radio un programme sur la résolution des conflits et plus des deux tiers ont dit avoir entendu au moins une émission radiophonique de SFCG. Ces programmes sont diffusés par l'ONUCI ainsi que par les stations de radio partenaires.
- **Création d'une voix alternative dans les médias** : Les directeurs des stations de radio étaient conscients et en mesure de formuler des questions sur les préoccupations des jeunes et des femmes. Ils connaissaient les méthodes de communication et les solutions à certains des défis auxquels les jeunes font face dans leurs relations avec le gouvernement.
- **Les capacités des radios locales sont renforcées afin de promouvoir l'information et le dialogue sur les questions liées au processus électoral démocratique** : Les Jeunes et les Femmes interrogés croient que le gouvernement entend leur voix et le fait plus qu'il y a un an, principalement en raison d'actions menées par les groupes cibles eux-mêmes.

- **Une plus grande partie de la population s'implique dans le développement de la démocratie** : Les Réunions Communautaires, y compris les Dialogues Communautaires, les Séances d'Echanges et les Formations ont été les premières sources d'information auxquelles les participants ont dit accorder leur confiance. Les personnes interrogées étaient au courant des activités et y ont participé, mais alors que le nombre total de participants était faible, ceux qui ont effectivement participé ont amélioré leur compréhension du processus démocratique.



Tournoi de football à Danané pour la Journée Internationale de la Femme.

Pour plus de détails, Voir Rapport sur l'enquête d'audience annexée au présent rapport.

5. Visibilité

SFCG a développé des brochures et des T-shirts avec le logo de mention « UE » qui ont été largement distribués lors des événements publics organisés par SFCG. En outre SFCG a respecté les consignes de visibilité requises en apposant le Logo de l'UE sur tout le matériel de bureau acquis par cette subvention, sur les locaux des bureaux en général, et sur tout le matériel octroyé aux radios partenaires dans le cadre de cette Action. Aussi, tous les émissions radios comportaient la mention : « Cette émission a été réalisée avec l'appui de l'Union Européenne » et tous les supports audio (CD) envoyés aux radios partenaires pour diffusion comportent le logo de l'UE. Finalement, lors de toutes activités avec les communautés ou autres activités publiques, le logo de l'UE était soigneusement mis en évidence conformément aux prescriptions de visibilité.

Vers la fin de l'Action, SFCG a entrepris deux actions de visibilité majeure qui sont la production de :

- a) Vingt (20) spots radiophoniques sur la sensibilisation civique et électorale
- b) Duplication des vingt (20) spots radiophoniques sur 1,200 cd et 1,400 cassettes-radio

Notons que ces spots sont destinés à la diffusion lorsque la période des élections aura été définitivement établie. Ceci accroîtra donc la durabilité de l'action. Les cd et cassettes seront distribués aux radios partenaires pour diffusion et aux populations en général.

De plus, SFCG a également procédé à l'impression d'autocollants qui seront distribués à la population lorsque la période électorale sera définitivement enclenchée. Cette campagne de sensibilisation, donc de visibilité, porte sur trois axes importants qui sont :

- a) La tolérance dans le processus électoral et ses résultats
- b) La transparence, la crédibilité et l'Inclusion
- c) L'acceptation dans la différence et divergence d'opinions.



Nom de la personne de contact pour l'action : Spès Manirakiza

Signature :

Localité : Abidjan

Date d'envoi du rapport :